This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

3 2044 010 271 351

Soc
1050
2.5

HARVARD COLLEGE
LIBRARY

BOUGHT FROM THE
AMEY RICHMOND SHELDON
FUND

Soc
1050
2.5

HARVARD COLLEGE
LIBRARY

BOUGHT FROM THE
AMEY RICHMOND SHELDON
FUND

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

CABET

DE LA DÉMOCRATIE AU COMMUNISME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Jeudi 17 décembre 1903, à 9 heures 1/2 du matin,

PAR

PAUL CARRÉ

Président de la thèse : M. DESCHAMPS, professeur.

Assesseurs : MM. SOUCHON, professeur.
PERREAU, agrégé.

LILLE
IMPRIMERIE LE BIGOT FRÈRES
25, rue Nicolas-Leblanc, 25

1903

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

CABET

DE LA DÉMOCRATIE AU COMMUNISME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Jeudi 17 décembre 1903, à 9 heures 1/2 du matin,

PAR

PAUL CARRÉ

Président de la thèse : M. DESCHAMPS, professeur.

Assesseurs : MM. SOUCHON, professeur.
PERREAU, agrégé.

LILLE
IMPRIMERIE LE BIGOT FRÈRES
25, rue Nicolas-Leblanc, 25

1903

Soc 1050.2.5

HARVARD COLLEGE LIBRARY
BOUGHT FROM THE
AMEY RICHMOND SHELDON
FUND
Nov 5, 1935

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Parmi les doctrines de rénovation sociale qui furent produites durant la première moitié du dix-neuvième siècle, il n'en est pas aujourd'hui de plus profondément enfouie dans l'oubli que le Communisme Icarien. Un socialiste qui écrivait récemment une biographie de Cabet, M. Félix Bonnaud (1), constatait avec amertume l'ingratitude de son parti à l'égard « du lutteur infatigable qui, tout en vulgarisant sa doctrine de fraternité, avait tant travaillé pour amener l'union entre socialistes, jusqu'à mourir martyr de la cause ».

Et, remarquant particulièrement l'absence du portrait de Cabet, parmi ceux des anciens doctrinaires

(1) *Cabet et son œuvre*, par F. Bonnaud. 1900. Avertissement.

socialistes qui figurent en tête de l'Histoire publiée sous la direction de M. Jean Jaurès, il se demande d'où vient cette méconnaissance. « Je veux me borner, dit-il, à cette supposition : Mort tragiquement au service de son idée dans un pays lointain, en Amérique, à l'époque ténébreuse du second Empire, Cabet est comme disparu pour le plus grand nombre sous les habituelles calomnies de ses détracteurs, tout puissants à cette époque en France ».

On nous permettra de faire une seconde supposition. Par sa naïve confiance dans les sentiments altruistes, le communisme icarien est, parmi les procédés de l'ancien socialisme, le plus manifestement utopique. Les réformateurs contemporains, qui ont le souci de représenter leurs revendications comme des conclusions scientifiques, tiennent à ne pas être confondus avec les faiseurs de systèmes dont la puérilité a pour si longtemps discrédité le socialisme. Ce n'est certainement pas par oubli et encore moins par ignorance, que les auteurs de l'Histoire Socialiste ont négligé de placer le portrait de Cabet entre celui de Fourier et celui de Karl Marx ; ils l'ont fait très délibérément, et comme ils sont avant tout hommes de parti, nous ne saurions les en blâmer.

Le communisme icarien nous semble pourtant digne d'être étudié. Et, la première raison est précisément son caractère utopique ; l'étude d'un plan com-

muniste nous permettra de mesurer mieux les progrès accomplis par les socialistes scientifiques.

Ceux-ci ont la prétention d'appuyer toutes leurs théories sur des faits méthodiquement observés, et sans vouloir rechercher ici dans quelle mesure ils l'ont justifiée et s'ils n'ont pas souvent plié les faits à des idées préconçues, l'on ne saurait méconnaître qu'ils aient groupé et ordonné un grand nombre de faits sociaux, et réussi au moins à donner à leurs doctrines une apparence scientifique.

Le communisme, au contraire, procède de la Raison seule. « Il a été fabriqué de toutes pièces dans le cerveau (1). » Partant de cette idée que la cause de tous les maux, dont gémit l'humanité, réside dans l'inégalité des conditions, et la cause de celle-ci dans la propriété privée, il déduit toute une série de nouvelles institutions : propriété commune, répartition par l'autorité, obligation légale au travail, ne se souciant des réalités qui peuvent faire obstacle à sa construction, que pour les détruire.

D'autre part, tous les écrivains communistes ont critiqué la société actuelle avant d'exposer celle qu'ils voulaient lui substituer, mais leur critique était purement descriptive, d'ordre littéraire et sentimental. Ils élevaient une protestation, ils n'expliquaient pas.

(1) Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*. Trad. franç. 1880, 1 broch

« Jusqu'à Marx, dit Engels, la critique s'est occupée plutôt à peindre les incongruités qu'avait produites le régime capitaliste qu'à rechercher les causes qui déterminaient ces incongruités. Ceci fut fait par la découverte de la plus-value (1). »

Enfin l'ancien socialisme concevait l'évolution des formes sociales d'une manière extrêmement simple. La méchanceté des hommes avait transgressé les lois de la nature : tandis que celle-ci avait appelé tous ses enfants à jouir de ses richesses, des organisations sociales forgées par l'égoïsme en avaient fait le monopole de quelques-uns. Soudain un homme de génie apparaissait, et c'était grâce à lui, grâce à ses enseignements, que l'ordre naturel pouvait être rétabli.

A cette conception simpliste, le nouveau socialisme en a substitué une plus savante. Il admet la nécessité de toutes les formes sociales, y compris l'esclavage ; chacune d'elles a été déterminée par la situation économique de l'époque où elle est apparue ; mais aussi, chacune d'elles doit disparaître lorsque la situation économique s'est transformée.

Ainsi le capitalisme a eu sa raison d'être dans le développement de la manufacture, mais il succombera au développement de la grande industrie. La solution collectiviste n'apparaît plus comme la découverte

(1) Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, p. 126.

d'un penseur de génie, mais comme l'aboutissement naturel du mouvement de concentration.

Telles sont les principales oppositions que l'étude du communisme nous permettra de mettre en évidence. Et si maintenant l'on nous demande pourquoi entre tant de plans d'organisation communiste, nous avons choisi pour objet de cette étude, celui de Cabet, qui n'était pas certes recommandé par le nom le plus illustre parmi ceux des auteurs de plans analogues, nous répondrons que ces plans ont entre eux de telles ressemblances — les pièces fondamentales étant les mêmes chez tous — que l'un quelconque d'entre eux peut être pris comme type ; mais que celui de Cabet ayant été imaginé à une époque plus récente est aussi le mieux adapté aux données de la civilisation moderne.

Mais l'intérêt principal d'une étude sur Cabet — et ce qui a fixé notre choix — réside dans l'origine de son communisme. Il n'a repris la vieille utopie que parce qu'il y a vu l'achèvement de la République démocratique, à l'établissement de laquelle il avait consacré sa vie.

Entre la démocratie et l'organisation sociale sur le type communiste, il y a selon lui plus qu'une affinité naturelle : elles se confondent, on ne réalise l'une que par l'autre.

Nous essaierons de suivre la pensée de Cabet à

l'époque où se produisit nous ne dirons pas la transformation, mais l'épanouissement de ses idées égalitaires, et ce sera pour nous l'occasion de démêler les liens qui rattachent si fortement l'égalitarisme social à l'égalitarisme politique.

PREMIÈRE PARTIE

De la Démocratie au Communisme

CHAPITRE PREMIER

BIOGRAPHIE

Etienne Cabet naquit à Dijon le 1er janvier 1788. D'abord apprenti chez son père, qui était maître tonnelier, il fut, sur les conseils de ses professeurs, envoyé à l'Ecole Centrale de la ville. Il y fit de si rapides progrès que lors de la création du lycée, le proviseur le choisit comme maître d'étude, bien qu'âgé à peine de quatorze ans. Détourné du professorat par le despotisme universitaire, il entreprit l'étude du droit, fut reçu docteur en 1812, et entra au barreau dijonnais.

C'est à la fin de l'Empire que commença sa carrière politique. Son père lui avait transmis des sentiments républicains; il applaudit au 20 mars par haine de l'ancien régime.

Il s'enrôla dans la Garde nationale et devint un

des fondateurs et des directeurs de la Fédération bourguignonne, vaste association organisée pour appeler toute la population à la défense du territoire contre l'étranger.

Lors de la deuxième Restauration, Cabet fut traduit devant le conseil de discipline qui le suspendit pour trois mois de sa profession d'avocat, pour avoir arboré le signe de la révolte contre l'autorité légitime et avoir fait partie de comités désorganisateurs de l'ordre social.

Sa peine terminée, il se consacra à la défense des libéraux traqués par la police.

Après le procès du général Vaux, acquitté grâce à lui, Cabet vint passer quelque temps à Paris pour étudier les règles particulières à la Cour de cassation.

A cette époque, il entra en relations avec les avocats les plus célèbres du barreau parisien et devint l'un des chefs du parti libéral. Se lançant chaque jour davantage dans la politique militante, son autorité grandit vite au sein de la Charbonnerie à laquelle il s'était rallié en 1819. Deux ans plus tard, il était nommé membre du Comité directeur.

Contraint par le mauvais état de sa vue d'abandonner le barreau, il s'associa à un avocat pour fonder un grand établissement de consultation et de correspondance, puis il fut chargé de la direction du Recueil de Jurisprudence de Dalloz.

Il prit une part active à la Révolution de 1830. Dès les premiers jours, il était membre d'une municipalité insurrectionnelle et lançait des proclamations. Il se fit surtout remarquer en ces jours agités par l'activité qu'il déploya en faveur de l'établissement immédiat de la République.

Les émeutiers victorieux s'étaient aussitôt divisés en deux camps, à la vérité fort inégaux. Tandis que l'immense majorité n'aspirait qu'à un changement de roi, les démocrates intransigeants exigeaient la convocation d'une Constituante élue au suffrage universel dont ils attendaient un verdict conforme à leurs préférences.

Lorsque le duc d'Orléans fut proclamé lieutenant général du Royaume, les plus exaltés d'entre eux proposèrent de remonter sur les barricades ; ce fut Cabet qui les en détourna. Il représenta vivement les dangers d'un tel projet, faisant ressortir que les républicains n'étaient qu'une faible minorité, que leur tentative serait étouffée dans le sang et leur parti réduit pour longtemps à l'impuissance.

Cependant, ne désespérant pas du triomphe de sa cause, il multipliait les appels à l'opinion et s'adressait au duc d'Orléans lui-même. Le 1er août, en effet, s'étant rendu au Palais-Royal, il conjura le duc d'entrer franchement dans la voie révolutionnaire, et de convoquer un Congrès national nommé

avec la mission spéciale de faire une constitution et de choisir le chef de l'Etat.

Malgré tous ces efforts, la Chambre s'attribua le pouvoir constituant et, sans consulter le Peuple, édifia un nouveau trône. Toutefois ce fut aux libéraux avancés de la gauche dynastique que Louis-Philippe confia d'abord le gouvernement. Cabet comptait parmi eux de nombreux amis : il était surtout lié avec Dupont, de l'Eure, ministre de la justice. Celui-ci le nomma procureur général à Bastia.

Le séjour de Cabet en Corse ne devait pas être de longue durée.

La politique du gouvernement s'étant modifiée dans un sens conservateur et des élections devant avoir lieu, Cabet adressa à ses compatriotes une profession de foi républicaine qui amena sa révocation.

Il fut élu député de Dijon le 6 juillet 1831 et alla s'asseoir à l'extrême gauche de la Chambre, entre Manguin et le général Lamarque ; il s'y montra, dit un journal (*La Phalange*), l'organe le plus avancé de la Démocratie.

Poursuivi pour deux articles où son républicanisme s'était affirmé sous une forme particulièrement violente, il fut condamné à deux ans de prison et à l'interdiction politique pendant quatre ans. Il préféra s'expatrier.

C'est dans les loisirs de l'exil que son égalitarisme, jusqu'alors purement politique, devint social, qu'il adhéra à la vieille utopie communiste et qu'il composa le *Voyage en Icarie*. Nous reviendrons plus loin sur cette partie si intéressante de sa vie.

Il entreprit aussi pendant son séjour à Londres une *Histoire Populaire de la Révolution Française*, parue en 1840 : œuvre de parti, écrite avec hâte, absolument dépourvue d'intérêt.

Ce n'est qu'à son retour en France qu'il publia le *Voyage en Icarie*.

Dès lors, tout en continuant la lutte politique dans *le Populaire* de 1841, il se consacra avant tout à la création d'un parti communiste. Son influence sur les ouvriers était énorme, beaucoup plus grande que celle des chefs d'écoles socialistes dont les doctrines étaient moins clairement définies. La liste des brochures, tant politiques que sociales, qu'il fit paraître à cette époque, occuperait plusieurs pages. Quelques-unes seulement sont à lire, comme développant les idées essentielles du système : *Douze lettres d'un Communiste à un Réformiste* (1842). *La Propagande Communiste* (1842). *Le Démocrate devenu Communiste* (1842). *L'Almanach icarien* (depuis 1843).

Il consacra un volume — *Le Vrai Christianisme* (1847) — à une thèse qui lui était chère, d'après laquelle le Communisme ne serait que la restau-

ration du Christianisme dans sa pureté primitive.

Nous verrons dans quelles conditions il partit pour l'Amérique pour y tenter la réalisation de ses idées. C'était à l'époque de la Révolution de 1848, il était encore à Paris lorsqu'elle éclata ; mais, distrait par les préparatifs de son expédition, il n'y prit qu'une faible part et passa beaucoup plus inaperçu qu'en 1830.

Parti au début de l'année 1849, il ne revint en France que deux ans plus tard, pour s'y défendre contre les accusations d'escroquerie portées contre lui pendant son absence. Après avoir obtenu sans peine un acquittement, il fonda, pour combattre la politique de Louis-Napoléon, un nouveau journal qui n'eut que quelques numéros. Le Coup d'Etat étant survenu, Cabet retourna en Amérique.

Dans le chapitre que nous consacrerons à sa tentative de colonisation communiste, nous verrons comment s'y écoulèrent ses dernières années, et comment il mourut en novembre 1856, après avoir assisté à l'écroulement de son rêve.

CHAPITRE II

DE LA DÉMOCRATIE AU COMMUNISME

I

En lisant les œuvres par lesquelles Cabet combattit la Restauration et la Monarchie de Juillet, nous sommes frappés de l'esprit égalitaire très violent qui les inspire. Des principes de la Révolution, Cabet ne retient que l'Egalité et s'il défend les autres c'est évidemment avec une passion bien moins vive.

L'inégalité politique lui apparaît comme la cause de tous les maux qui troublent la société ; sa disparition apportera à tous les problèmes pendants une solution satisfaisante. « L'aristocratie a seule rédigé la Constitution ! C'est tout vous dire en un seul mot ; c'est vous indiquer le vice radical qui devait engen-

drer mille autres vices ; c'est vous annoncer que tout était arrangé pour la domination des uns et l'oppression des autres : aussi vous allez voir les déplorables mais infaillibles conséquences ! » (1). Ces termes empruntés au chapitre du *Voyage*, où sont exposés les vices de l'ancienne organisation politique d'Icarie, dénoncent en réalité les constitutions censitaires dont l'établissement suivit la chute de l'Empire.

Le pouvoir confié à l'aristocratie ne peut selon Cabet servir l'intérêt général, radicalement distinct de l'intérêt des privilégiés. Les impôts sont prélevés sur les budgets des pauvres et sont presque exclusivement employés soit aux énormes traitements des Aristocrates fonctionnaires publics, soit à l'achat de partisans parmi les pauvres, soit à l'entretien d'une immense armée et d'une nombreuse police destinées à défendre l'Aristocratie et la Royauté.

Sur un budget d'un milliard, c'est à peine si cinquante millions profitent au peuple et encore n'est-ce qu'indiscrètement et parce qu'ils profitent d'abord aux Aristocrates dont l'intérêt est sans exception la cause déterminante des impôts et des lois.

Les riches sont exempts de l'impôt du sang, ou se font remplacer pour un peu d'or, ou commandent

(1) *Voyage en Icarie*, p. 323.

les autres. Les pauvres qui fournissent seuls les cent mille soldats « sont forcés d'aller se faire tuer pour défendre les parcs et les palais des Aristocrates, ou pour servir leur ambition contre l'étranger, ou pour soutenir leur domination contre les pauvres : les fils servent à enchaîner les pères et à tuer les frères ! (1) »

Une pareille tyrannie engendre le mécontentement et la résistance : d'où associations secrètes, complots et insurrections. L'Aristocratie, sentant sa domination menacée, recourt pour la défendre aux lois compressives, aux poursuites, aux confiscations, aux cachots et à l'exil. Mais surtout elle tient le peuple dans l'ignorance en entravant l'éducation publique, ou en l'abandonnant à des maîtres qui enseignent la résignation et la soumission.

Telles sont, très résumées, les conséquences des institutions monarchiques et aristocratiques. Mais dans cette première période de sa vie, Cabet n'a pas seulement combattu les gouvernements de son temps, il a voulu donner au peuple quelques connaissances historiques. Nous ne le suivrons pas dans ces exposés écrits trop rapidement et sans documentation : pourtant sa conception de l'histoire doit être remarquée, car elle manifeste mieux qu'aucun de ses discours la tendance foncière de son esprit. La marche de l'huma-

(1) *Voyage en Icarie*, p. 327.

nité n'est à ses yeux qu'une lutte entre opprimés et oppresseurs : tout le reste est à l'arrière-plan, ou plutôt il n'est pas d'événement historique qu'il ne ramène à une bataille pour l'égalité.

Si de ses écrits historiques, nous passons à son programme et à son attitude lors des principaux événements qui marquèrent en France le premier tiers du dix-neuvième siècle, nous le verrons toujours fidèle à son idée, en déduire rigoureusement les conséquences théoriques et pratiques.

Il est républicain avant la chute de l'Empire, il le demeure obstinément quand ses amis, disciples comme lui de la Révolution, mais désireux d'acclimater chez nous les libertés constitutionnelles, se rallient à la Monarchie de juillet.

A l'époque où d'autres se croient très hardis en demandant l'abolition de l'hérédité de la pairie et la Réforme électorale, il exige la République intégrale avec le suffrage universel et la Convention.

Mais cet égalitaire irréductible n'a pas encore tiré de son principe toutes les conséquences qu'il comporte car jusqu'à son exil ses manifestations exclusivement politiques ne tendent qu'à instituer la démocratie (1).

(1) Benoît Malon, *Histoire du Socialisme.* — « Avant son exil, il réclamait la liberté, une instruction plus étendue pour le peuple, l'extension du droit électoral. La forme républicaine avait certaine-

Lorsqu'il publie son programme dans la *République du Populaire* (1833), il ne parle qu'en passant des questions sociales et c'est pour proclamer l'attachement de son parti à la propriété individuelle. « Nous voulons non que le riche soit dépouillé, mais que le pauvre puisse acquérir l'aisance et s'enrichir en travaillant. »

Il est difficile de suivre l'évolution de Cabet vers le communisme, la brochure où il nous en a rendu compte ne contenant que quelques indications sommaires. C'est par la lecture de l'ensemble de ses œuvres qu'on retrouve la suite des réflexions qui l'ont conduit à compléter l'égalitarisme politique par l'égalitarisme social. Mais il ne les a pas liées dans un exposé doctrinal, et en interprétant les formules dispersées dans ses innombrables articles, il faut nous garder avant tout de lui prêter une rigueur de raisonnement qu'il n'a jamais su atteindre.

S'étant donc réfugié à Londres, nous raconte-t-il dans sa brochure (*Comment je suis Communiste*), et dans l'impossibilité de prendre part aux luttes quotidiennes de son parti, l'idée lui vint d'en reviser les opinions.

ment ses préférences sur la forme monarchique, mais là s'arrêtaient ses revendications, là se bornait son idéal. La question sociale lui était complètement étrangère. Il avait lu le manifeste des Egaux sans s'émouvoir. Et à peine le livre de Buonarotti avait-il eu le privilège de lui arracher cette exclamation : Il y aurait donc autre chose à faire que de fonder la République ! »

Ses réflexions nouvelles ne firent que le confirmer dans l'idée « que l'inégalité était la véritable cause originelle et primordiale de tous les vices et de tous les malheurs de toutes les sociétés depuis le commencement du monde : que cette cause était essentielle et fatale, c'est-à-dire qu'elle produirait nécessairement, inévitablement les mêmes vices et les mêmes malheurs tant qu'elle subsisterait, et jusqu'à la fin du monde si on la laissait subsister toujours ; que par conséquent le remède était la suppression de cette inégalité et la reconstitution de la société sur la base de l'Egalité (1) ».

Il resta démocrate, le devint même plus que jamais et résolut de faire un travail projeté depuis longtemps : la rédaction du plan d'une véritable démocratie. Mais si nous voulons savoir ce qu'il entend désormais par véritable démocratie, les lignes suivantes vont nous l'apprendre :

« Je me supposai chargé d'organiser une grande société sur la base de l'égalité et j'écrivis mon plan pour savoir si et comment on pourrait organiser l'égalité dans l'éducation, dans le travail, dans le logement, dans la nourriture, dans le vêtement. » Ainsi l'égalité sociale, l'égalité de fait lui paraissait désormais une conséquence du principe égalitaire.

(1) *Comment je suis Communiste.*

Comment le démocrate est-il devenu communiste ? Telle est la question que nous voudrions éclaircir.

II

La première raison de l'évolution de Cabet, la seule qu'il indique dans sa brochure, c'est la vanité de l'égalitarisme politique. « Que serait, dit-il dans le *Voyage*, la République seule sans l'extinction de la misère et par conséquent de l'opulence, sans l'abondance et le bonheur pour le peuple et par conséquent sans l'égalité d'éducation et de fortune ? » (1)

Cette idée lui a été été suggérée — il ne le dissimule point — par l'hésitation du peuple à suivre ceux dont la propagande ne visait qu'à une transformation constitutionnelle.

« Toutes les fois que nous autres démocrates, attaquions le système de l'inégalité, ses partisans sentant bien leur impuissance à repousser nos attaques, nous répondaient d'un ton triomphal : Mais que mettez-vous à la place ? Où est votre programme, votre système, votre plan ?

Le peuple lui-même et la masse du Juste-Milieu qui désire sincèrement le bien général, nous disaient

(1) *Voyage en Icarie*, p. 529.

également : Qu'est-ce que c'est que ça, la Démocratie, la République ? Est-ce que ça vaut mieux pour nous que la Monarchie ? Est-ce que ça nous donnera du travail et du pain ? Est-ce que ça paiera nos billets aux échéances de la quinzaine et du mois ? Est-ce que çà nous délivrera de nos soucis et de nos misères ? Est-ce que ça nous amènera l'aisance et l'ordre, le pain et le bonheur ? » (1)

Le peuple se détermine surtout par des considérations matérialistes et on ne saurait sans pharisaïsme lui en faire un grief. C'est par la vente des biens nationaux et l'affranchissement des charges féodales, que les idéologues de la Révolution ont enraciné leur œuvre dans l'âme populaire. De nos jours, les oppositions qui n'ont proposé aux masses qu'une révision de la Constitution ont toujours échoué.

Il en était de même sous la Monarchie de Juillet.

Les chefs de la démocratie sentirent bientôt le besoin d'ajouter un programme social au programme politique ; lorsqu'ils préconisèrent la réforme électorale, ils ne manquèrent pas d'ajouter : instrument nécessaire des réformes sociales.

Ainsi s'étendit le champ d'application du principe égalitaire.

(1) *Comment je suis Communiste.*

Seulement la plupart des démocrates se contentèrent de parler vaguement de réformes sociales.

Dans les loisirs que lui fit l'exil, Cabet « prit sa plume pour rédiger un plan, un programme, comme le mathématicien pour résoudre un problème. »

III

D'autre part, l'affirmation réitérée qu' « on ne peut pas réaliser la Démocratie sans adopter le Communisme » nous induit à certaines considérations théoriques qui semblent avoir influencé Cabet.

On a l'habitude de séparer l'égalité politique de l'égalité sociale. Parmi les hommes politiques qui font profession de servir la première, la plupart, de nos jours encore, se déclarent farouchement contraires à la seconde.

Or, nous ne pensons pas qu'il y ait seulement dans cette façon de penser une inconséquence très choquante de la part de logiciens aussi rigoureux que le sont les démocrates, il y a aussi une ignorance complète des conditions de l'égalité politique. Pour assurer — conformément à l'idéal démocratique — l'égale participation de tous à la direction politique d'un pays, l'établissement du suffrage universel — fût-il inorganique — est tout à fait insuffisant. Ceci

apparaît si bien à la moindre réflexion, qu'on excuserait volontiers Cabet d'avoir pensé qu'une démonstration serait sur ce point superflue ; mais l'évidence n'est pas du domaine des questions politiques.

Si l'influence que chaque individu peut exercer sur la marche des affaires se réduisait à l'expression de son opinion personnelle, l'égalité dans le partage de cette influence n'apparaîtrait pas de prime abord comme d'une impossibilité radicale, mais la part de souveraineté politique dévolue au citoyen est faite moins de son bulletin de vote que de son pouvoir sur l'opinion. Lors donc qu'on croit avoir établi l'égalité politique parce qu'on a donné à tous les membres de la nation le droit de déposer un nom dans l'urne, on se trompe, car tous ceux qui doivent à des circonstances variées, talent, fortune, situation de famille, le privilège d'agir sur les idées des autres citoyens, ont en réalité un supplément de pouvoir. Le démocrate doit avoir ces circonstances en horreur et tout son effort doit tendre à les faire disparaître — du moins lorsqu'elles ne sont pas imposées par la nature, et lorsqu'il n'y aurait pas folie à le tenter. On ne peut égaliser les talents oratoires, mais l'égalité des fortunes n'est pas impossible ; certaines sociétés ont été communistes. Dès lors, le démocrate doit exiger l'égalité sociale, parce que rien ne nuit plus à l'égalité politique que l'inégalité des richesses et

qu'entre les circonstances qui constituent des suppléments de pouvoir et faussent le partage de la souveraineté, aucune n'est aussi puissant que l'Argent. Celui-ci est le grand facteur de l'Opinion, car ceux qui le détiennent ont la presse, la propagande, la réclame. Un parti désargenté peut se dire sans voix et sans vigueur.

Mais de l'action prépondérante de l'homme riche sur l'opinion résulte pour lui un autre privilège : le monopole ou le quasi-monopole de l'éligibilité.

L'avantage que procure la fortune dans une lutte électorale est en effet si considérable, que dès qu'un riche est candidat, les concurrents pauvres perdent toute chance de succès. Que pourraient-ils contre un adversaire qui inonde la circonscription d'affiches, de brochures et de journaux, qui entretient une armée d'agents et achète la reconnaissance des citoyens par les cadeaux qu'il prodigue et les services qu'il rend ? Il n'y a qu'une institution qui, dans la société individualiste, pourrait compenser le pouvoir de l'argent : c'est l'Association. Seulement son acclimatation dans certains pays rencontre de tels obstacles que la suppression de la propriété individuelle paraît plus aisée.

Du reste, l'Association ne modifierait pas la position du pauvre vis-à-vis du riche et ne lui donne-

rait pas des loisirs (1). La souveraineté ne se conçoit pas sans l'indépendance ; il ne faut pas qu'un citoyen soit dans la nécessité, pour conserver son gagne-pain, de suivre docilement les conseils de celui qui l'emploie.

D'autre part l'absence de loisirs ne permet pas à l'ouvrier de s'éclairer sur les questions que, par son vote, il est appelé à trancher : Qu'on songe en effet à tous les votes qu'émettra un député durant la législature, aux multiples connaissances qu'exige la solution d'une seule des questions qui lui seront soumises et au vague des déclarations faites aux soi-disant souverains, et qu'on dise si, dans ces conditions, la souveraineté n'est pas le plus vain des mirages et la pire des duperies? Pour en faire une réalité, il faut permettre à l'ouvrier de lire, d'étudier, de se documenter ; comment le pourrait-il dans une organisation économique qui l'astreint à des journées de travail variant entre huit et treize heures?

(1) *Douzième lettre d'un Communiste à un Réformiste* : Le Démocrate. — Je vous donnerai des garanties dans les institutions. Je réaliserai la Souveraineté, l'Egalité, la Fraternité.

Le Peuple — Bon ! nous serons tous électeurs, tous éligibles ; mais comment pourrons-nous être égaux en indépendance et en faculté d'exercer nos droits politiques, s'il y a toujours des riches maîtres de tout leur temps et instruits, et des pauvres forcés de travailler pour vivre, n'ayant pas le temps de s'instruire et étant plus ou moins dans la dépendance des riches qui leur prêtent et les font travailler pour vivre ?

Nous pourrions continuer cette énumération des obstacles apportés par l'inégalité sociale à l'égalité politique ; mais les remarques précédentes ne nous autorisent-elles pas à considérer comme bien établi que la théorie démocratique ne se réalise que par une réforme sociale nettement égalitaire et n'expliquent elles pas assez comment Cabet, le jour où il voulut préciser ce que serait la démocratie, fût amené à dire qu'il ne la concevait pas en dehors de l'égalité sociale ?

IV

Quelle que soit la valeur des réflexions que nous venons d'exposer, la lecture de Cabet ne donne pas l'impression que la logique et la théorie aient eu une part prépondérante parmi les mobiles qui l'ont poussé au communisme. Entre les premières opinions de Cabet et les secondes, on découvre un lien plus solide qu'aucune spéculation, car il est d'ordre sentimental, et c'est le sentiment égalitaire.

On pourrait soutenir qu'une doctrine politique n'est jamais autre chose que l'expression d'un sentiment, mais on pourrait aussi citer l'exemple de penseurs qui ont abordé les hautes spéculations sociales, après s'être efforcés de dépouiller toutes leurs passions, sauf celle d'atteindre le vrai.

Ce qui est certain, c'est que l'immence majorité des hommes est incapable de cet effort de probité intellectuelle, et quand donc nous voyons une doctrine politique très répandue, nous pouvons penser qu'elle est la conclusion de recherches scientifiques, mais personne ne peut nier que sa vraie force est ailleurs, et qu'elle n'aurait pas tant de succès si elle ne correspondait pas à une passion très vigoureuse.

Quelle est donc la passion qui depuis un siècle fait, selon l'expression de Royer-Collard, couler la démocratie à plein bord ?

Pourquoi la bourgeoisie n'a-t-elle pas supporté une constitution qui plaçait au-dessus d'elle un roi et une aristocratie ? Pourquoi le prolétariat a-t-il brisé les cadres étroits du suffrage censitaire? C'est que l'esprit de justice était en eux, répondront des personnes enclines à l'idéalisme, mais nous ne croyons pas que la Justice ait tant d'empire sur les hommes quand elle n'est pas le renfort de leur amour-propre.

Ce qui pousse l'homme à se révolter contre la hiérarchie politique et à invoquer l'idée d'égalité contre les rois et les aristocrates, c'est évidemment son amour-propre froissé. La démocratie dérive de l'idée d'égalité, mais celle-ci dérive de notre impatience à supporter le joug de nos semblables ou seulement à recevoir leurs ordres.

N'est-ce pas aussi cet état d'esprit, cette insurrection du moi contre la domination d'une classe qui donne naissance au socialisme ?

N'est-ce pas plus encore que le désir d'augmenter son bien-être, l'impatience de sentir une hiérarchie et d'y avoir une place subordonnée qui de nos jours soulève le prolétariat contre l'organisation sociale?

Ainsi les mêmes sentiments — amour-propre froissé, envie égalitaire — se trouvent à l'origine du socialisme comme à celle de la démocratie. Il y a donc des chances pour que ce sentiment, lorsqu'il se développe chez un peuple, y suscite les deux doctrines parentes. Est-ce à dire qu'elles apparaîtront en même temps? Non, car l'ordre économique semblant plus solide, plus enraciné, plus naturel et l'ordre politique plus artificiel, c'est à ce dernier que s'en prendront d'abord les théoriciens et les hommes d'action imbus de l'esprit égalitaire. Seulement, remarquons-le, quand la démocratie aura été établie, quand l'égalité de droit ou politique aura été proclamée, tout dans la société conspirera à fortifier, à exalter le sentiment égalitaire, et celui-ci demandera certainement des satisfactions plus substantielles le jour où l'ordre économique sera dénoncé à son tour comme artificiel, relatif et contingent.

Que les opinions politiques de Cabet ne fussent que l'expression d'une passion, ni le ton ordinaire

de ses écrits, ni l'époque où il se lança dans la lutte ne nous permettent de le mettre en doute. Il n'acceptait pas la démocratie comme une nécessité contre laquelle il serait fou de lutter, mais il était de ceux qui travaillèrent le plus à en faire une nécessité.

L'égalitarisme était toute son âme, les événements pouvaient le pétrir démocrate ou socialiste. Si pendant longtemps il ne connut d'autre ennemie que la hiérarchie politique, c'est que durant les quinze années de la Restauration, la foule n'aperçut au-dessus d'elle que le roi et la vieille noblesse.

Un rapide examen nous montrera les circonstances dont le concours devait faire surgir le socialisme latent de Cabet.

En 1834, époque de son adhésion au communisme, la grande industrie est née. Un fossé de plus en plus profond sépare les patrons du prolétariat grossi tous les jours des artisans expropriés. « Bien que le nouveau mode de production ne soit qu'au début de sa période ascendante, il produit déjà les plus criantes incongruités sociales : agglomération d'une population vagabonde dans les épouvantables bouges des grandes villes ; dissolution de tous les liens traditionnels de la subordination patriarcale et de la famille ; surtravail principalement des femmes et des enfants, poussé à son extrême limite ; complète démoralisation des classes ouvrières jetées soudai-

nement dans des conditions toutes nouvelles (1). »

La transformation économique avait eu sa répercussion dans les esprits : les dernières années de la Restauration et les premières de la Monarchie de Juillet voient éclore des doctrines hostiles au régime de liberté et de concurrence industrielles qui concluent à une réforme générale de la société. Les idées socialistes se répandent, développées principalement par les Saint-Simoniens. Ceux-ci refusent à l'oisif tout droit au revenu de son bien, condamnent l'héritage, moyen d'acquérir sans labeur, et déclarent qu'à l'exploitation de l'homme par l'homme, qui avait été jusqu'ici sous diverses formes la loi de l'humanité, il faut substituer l'exploitation de la nature par l'homme associé à l'homme.

D'autre part les anciennes sociétés secrètes prennent un caractère socialiste. La Société des Droits de l'Homme qui, sous la Restauration, ne s'était souciée que de conspirations politiques, déclare « vouloir avant tout la refonte de la société pour arriver à une répartition plus équitable de la richesse, à l'égalité du bien-être. » En Angleterre, Cabet retrouvait une atmosphère morale tout aussi imprégnée de socialisme que celle qu'il venait de quitter. Le mouvement d'organisation ouvrière y était plus avancé

(1) Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, p. 104.

qu'ailleurs ; Robert Owen y jouissait d'une influence étendue.

Au spectacle nouveau des maux de la classe ouvrière, au socialisme ambiant qu'on respirait partout, il faut ajouter, si l'on veut avoir une idée complète des causes qui ont agi sur l'égalitarisme de Cabet pour l'élargir, sa condition même d'exilé : l'éloignement de la lutte, l'obligation de ne plus prendre part à l'action immédiate et pratique ne sont-ils pas propices aux spéculations et à l'exagération des programmes ?

Ainsi, par l'action concordante des circonstances au milieu desquelles se développait son esprit, l'on comprend encore mieux que par les considérations exposées au début de ce chapitre, l'évolution de Cabet vers le socialisme et nous nous expliquons comment, voulant rédiger le programme de la démocratie, il commença par se proposer pour but l'égalité de fait.

V

Cabet avait adhéré en principe à l'établissement de l'égalité de fait, il lui restait à déterminer le moyen de la réaliser, il ne le trouvait pas dans les écrits des plus célèbres socialistes de son temps.

Le socialisme des Saint-Simoniens était aristocratique : il attribuait le gouvernement des sociétés

aux industriels, aux capitalistes et aux banquiers. Il ne se proposait point la suppression de l'inégalité, mais seulement de celle qui tient à la naissance. Sa formule : « A chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres », laissait subsister toute une catégorie de privilèges : ceux d'une aristocratie de mandarins.

De même le Fouriérisme, bien qu'il contînt certaines idées dont Cabet sut tirer parti : l'association, l'organisation du travail et le travail attrayant (1), ne pouvait le satisfaire en répartissant les produits dans la proportion du Capital, du Talent et du Travail. Ce que Cabet se proposait c'était l'égalité la plus parfaite; il voulait distribuer les charges selon les forces et les jouissances suivant les besoins.

Ce fut alors que la lecture de l'*Utopie* de Thomas Morus lui suggéra l'idée de la communauté, seul mode de nature à satisfaire son esprit, puisque la distribution par l'autorité publique permet seule d'obtenir une égalité rigoureuse.

D'autre part, comme il considérait que le socialisme moderne ne pouvait se contenter d'une égalité fondée sur l'abstinence, il devait s'attacher à une organisation industrielle capable, lui semblait-il, par la concentration, d'étendre la production et de procurer l'abondance.

(1) *Populaire*, décembre 1845.

L'Etat, c'est-à-dire le gouvernement d'hommes intelligents et amis du progrès, puisqu'ils seraient choisis par le peuple, n'adopterait-il pas d'emblée toutes les machines, tous les procédés nouveaux par lesquels se multiplient les richesses ? Par sa direction unique ne réaliserait-il pas l'économie la plus complète ? « Maître de tout, centralisant, concentrant, réduisant tout à l'unité, raisonnant, combinant, dirigeant tout, il peut seul obtenir cet inappréciable et incommensurable avantage d'éviter les doubles emplois et les pertes, d'utiliser toute la puissance de l'intelligence humaine, d'augmenter indéfiniment la puissance de l'industrie, de développer sans cesse la perfectibilité de l'homme, et de reculer continuellement les limites de son bonheur en reculant toujours les bornes de sa perfection (1) »

Cependant il n'adhéra pas à la Communauté sans hésitation.

« L'ayant toujours entendue traiter de chimère et d'utopie, nous dit-il, mais ne voulant pas m'en rapporter aveuglément aux autres, je refis mon plan sur la base de la Communauté, pour voir si cette Communauté était ou non praticable et possible, pour voir si ce système pouvait satisfaire tous les besoins de la société d'aujourd'hui sous tous les rapports, de l'édu-

(1) *Voyage en Icarie*, p. 398 (1848).

cation, de la nourriture, du logement, de l'agriculture, de l'aisance, du bonheur, des arts, de la famille. Et je vis avec surprise, avec joie, avec ravissement, que, si une Nation le voulait, elle pouvait facilement s'organiser en Communauté, en conservant aux heureux d'aujourd'hui tout leur bonheur, en les rendant même plus heureux, et en procurant la même félicité à tous ceux que la misère accable aujourd'hui (1). »

Il rechercha ensuite toutes les objections qu'on pouvait faire à la Communauté, mais il n'en rencontra aucune de solide. Après quoi, voulant faire une contre-épreuve, il consulta les philosophes anciens et modernes. « Je parcourus leurs ouvrages (plus de mille volumes) afin d'avoir sur cette question l'opinion des hommes qui sont les lumières de l'Humanité ; et je reconnus, avec bonheur, que presque tous adoptent l'Egalité, que beaucoup et Jésus-Christ en tête adoptent la Communauté et que quelques-uns seulement préfèrent l'Inégalité, mais avec des raisons ou des objections que loin de me convaincre ne firent que me confirmer dans ma première conviction. Je trouvai même un assez grand nombre d'ouvrages, comme l'*Utopie* de Thomas Morus, qui contenaient une organisation de la Communauté. »

Il rédigea alors le *Voyage en Icarie*, que nous allons examiner.

(1) *Comment je suis Communiste*, 1841.

DEUXIÈME PARTIE

Le Voyage en Icarie

CHAPITRE PREMIER

UN ROMAN COMMUNISTE

I

On sait que parmi les théoriciens socialistes, les uns ont refusé de tracer un tableau précis de la société future, pour ne pas donner prise aux objections, tandis que les autres, estimant que les masses adhéreraient plus aisément à une doctrine proposée sous un aspect concret et vivant qu'à des formules abstraites, se sont complu à décrire la République sociale dans toutes ses parties.

Cabet, comme la plupart des communistes, fut de la seconde opinion. Le *Voyage en Icarie* — son œuvre principale — (1) est un roman qui présente le tableau

(1) La première publication communiste de Cabet fut le *Voyage en Icarie*, paru en 1840; mais il exposa ensuite son système sous des

d'une grande nation organisée en communauté. « Cette forme, dit-il (1), dont au reste l'*Utopie* m'a donné l'idée, me paraît préférable à toutes celles qu'ont choisies les écrivains modernes pour traiter des sujets analogues. »

Si l'on veut répandre le communisme dans les milieux ouvriers, il ne faut pas gâter ses idées par l'abus des termes scientifiques, il ne faut pas écrire pour les savants seuls. Un roman peut rendre intelligible un système difficile et compliqué. En outre, Cabet voulait être lu par les femmes, qui seraient des apôtres bien autrement persuasifs que les hommes « si leur âme généreuse était bien convaincue sur le véritable intérêt de l'Humanité. » Or un roman permet d'entremêler d'une intrigue amoureuse l'exposé des principes.

Il a donc imaginé de nous mener à la suite d'un jeune Anglais, lord Carisdall, qui, ayant entendu parler d'un pays récemment découvert, comme d'une contrée merveilleuse et remplie de prodiges, s'était décidé à le visiter.

formes variés : brochures, discours, almanachs, lettres, articles du *Populaire*.

Ces différentes œuvres ne contiennent rien d'essentiel qui ne soit déjà dans le *Voyage* ; elles ont pour but soit de préciser quelque point de l'organisation icarienne, soit de réfuter un adversaire, soit de faciliter la propagande, en présentant les idées communistes sous une forme plus concise.

(1) *Voyage en Icarie*, p. 550, Paris, 1848.

L'Icarie — tel est le nom de ce Nouveau-Monde — est aussi peuplée que la France et l'Angleterre ensemble, quoique à peine aussi grande que l'une d'elles. Comme tous les autres pays, elle fut longtemps opprimée par les rois et les aristocrates ; nous sommes en 1836, et la délivrance ne date que de 1782. A cette époque, le peuple, à l'instigation d'un charretier, le vertueux Icard, s'était soulevé, avait brisé le pouvoir de la royauté et proclamé Icar dictateur.

Celui-ci avait soumis à ses compatriotes un projet de Constitution nouvelle dont l'élément essentiel était la Communauté des Biens, applicable dans cinquante ans. Les idées du Dictateur avaient paru si raisonnables et si convaincantes que le peuple, enthousiasmé, avait adopté sur le champ la double organisation politique et sociale proposée par Icar. Et les effets produits par la nouvelle Constitution avaient été si heureux que, bien qu'on eut d'abord établi un régime transitoire et conservé provisoirement le droit de propriété pendant toute une génération, les riches avaient renoncé à cette faveur avant le terme fixé, et c'était dans un pays où le système communiste était en plein fonctionnement, que lord Carisdall se trouvait voyager en 1836.

C'était aussi dans une sorte d'Eden où non seulement la prospérité était incomparable, les richesses abondantes, les monuments magnifiques, mais où

les hommes étaient tellement vertueux qu'on avait supprimé les tribunaux.

Cabet ne se lasse pas d'étaler les progrès accomplis par l'ingéniosité humaine dans toutes les branches de son activité grâce à l'application du communisme.

Il nous fait voir le peuple icarien sous tous ses aspects ; il conduit lord Carisdall dans les villes, dans les campagnes, dans les villages et dans les fermes ; il décrit la splendeur des routes, le confort des moyens de communication, les résultats sans pareils produits par l'agriculture, l'industrie et les beaux-arts icariens.

Nous laisserons de côté les fastidieuses histoires, par lesquelles Cabet pensait rendre plus facile la lecture de son livre ; nous ne suivrons pas lord Carisdall dans toutes ses pérégrinations, mais dégageant les principes essentiels de la république icarienne, nous rechercherons les réponses de notre auteur à toutes les questions importantes que fait surgir l'établissement de la communauté.

II

Avant d'exposer le plan de la Communauté icarienne, disons quelques mots des œuvres dont le Voyage porte l'empreinte.

Pour faire son plan, Cabet avait des modèles ; loin de dissimuler qu'il en eut connaissance, il nous apprend que c'est dans l'*Utopie*, de Thomas Morus, qu'il trouva l'idée de la communauté et l'esquisse d'une société communiste (1).

Mais le chancelier d'Angleterre ayant été lui-même inspiré par Platon, c'est le philosophe grec qu'il faut mentionner en première ligne parmi les auteurs qui contribuèrent à la formation du communisme icarien.

On sait qu'au célèbre philosophe grec est due la première grande manifestation littéraire du communisme. A la vérité, Platon n'était nullement socialiste ; l'idée d'établir l'égalité parmi les hommes lui fut complètement étrangère. Mais, en ne se proposant pour but que la grandeur de la Cité, il pensa rendre plus parfaite l'aristocratie de philosophes et de guerriers chargés du gouvernement et de la défense contre l'étranger, en la garantissant contre toutes les tentations de l'intérêt personnel. Pour cela, il lui imposait la communauté de biens d'éducation, de femmes ; pensant former ainsi une seule famille, dont l'intérêt se confondrait avec celui de la Cité. L'immense majorité des individus, tous ceux en particulier dont les fonctions étaient économiques,

(1) *Voyage en Icarie*, p. 547.

se trouvaient exclus de la communauté; aussi ne trouve-t-on pas dans Platon le plan d'une véritable organisation sociale communiste. Dans une communauté ainsi restreinte, les problèmes capitaux de la répartition et du stimulant de l'activité productive ne se posent pour ainsi dire pas.

Thomas Morus, chancelier d'Angleterre (1478-1535) reprit l'idée communiste dans un esprit nettement socialiste. L'*Utopie*, parue en 1516, contient le corps d'idées essentielles du communisme; une grande partie des plans de réforme sociale élaborés dans les siècles suivants doivent y être rattachés. Morus fait le tableau d'une île imaginaire où fonctionne le communisme. Le travail y est obligatoire, l'État administre les capitaux, fixe la nature et la quantité des biens à produire, les réunit dans d'immenses magasins où les citoyens viennent s'approvisionner.

Au XVII[e] siècle, le moine napolitain Campanella rédige une *Cité du Soleil* fondée sur la Communauté des biens; un noble Anglais, Harrington, publie sa *République d'Oceana* (1656) qu'il espère faire adopter par Cromwell, et dans laquelle il établit un maximum de propriété immobilière de 200 ou 500 liv. de revenu.

Parmi les auteurs français qui défendirent les idées communistes il faut citer Morelly, Mably et

enfin Babeuf qui proclama, sous le Directoire, que la Révolution n'était pas finie puisque les riches absorbaient tous les biens, tandis que les pauvres travaillaient en véritables esclaves, et qui appela les Français à l'insurrection pour l'établissement de la communauté.

Mais c'est surtout de Morus que Cabet s'inspira. Nous retrouverons en Icarie les parties principales de l'organisation sociale et politique utopienne. Il n'en faudrait pas conclure que l'œuvre de Cabet soit une simple transposition. Non seulement le démocrate français a tenu compte, dans l'élaboration de son plan, des données de la technologie moderne ; mais surtout il y a apporté une précision, un esprit de minutie dont Morus est bien éloigné. Tandis que celui-ci énonce rapidement les principes de la communauté, Cabet entre dans toutes leurs applications, décrit toutes leurs conséquences sociales, les traduit par des scènes vivantes dont son imagination n'est jamais à court.

Du reste, l'accusation de plagiat ne saurait être dirigée contre les auteurs communistes qu'avec infiniment de précaution. Le système dont ils sont les apôtres forme un tout dont les parties se commandent ; la communauté étant admise, on est conduit au rôle industriel de l'Etat, au service industriel, au rationnement, etc. L'originalité n'est pas une vertu

de mathématicien ; c'est pourquoi il faut plutôt reprocher aux écrivains communistes de n'avoir pas reproduit leurs devanciers, lorsque ceux-ci avaient trouvé la série d'institutions qui apparaissent logiquement comme les conditions du fonctionnement de leur cité idéale.

CHAPITRE II

CRITIQUE DE L'ORGANISATION SOCIALE EXISTANTE

Les écrivains socialistes nous présentent d'ordinaire le tableau de deux sociétés. Comme celle qu'ils condamnent a sur celle qu'ils louent le désavantage d'exister, elle ne manque pas de leur suggérer des idées critiques généralement précises et parfois profondes. Aussi peut-on dire que la critique est la partie la plus forte de leurs œuvres.

L'analyse et les citations que nous allons faire des pages critiques de Cabet, nous obligeront à reconnaître qu'il a fait exception à cette règle.

I

Les hommes sont naturellement égaux ; l'opinion contraire provient d'une confusion entre la différence et l'inégalité. Les hommes sont différents en taille, couleur, force physique, etc... ils ne sont pas inégaux. Plus exactement, ils le sont partiellement; l'un est vigoureux et stupide, l'autre faible et intelligent. Mais ce qu'il faut considérer, c'est la force totale d'un homme vis-à-vis d'un autre homme, et c'est là une question infiniment complexe. Une foule d'éléments divers (qualités et circonstances) entrent dans la composition de cette force. « Cette complication est telle qu'il est impossible d'apercevoir quel est le plus fort, tant que la victoire ne l'a pas montré ; et même si ces deux hommes se font la guerre sans se tuer, chacun d'eux pourra être alternativement vainqueur et vaincu (1).

Si l'on observe que plusieurs faiblesses peuvent être réunies en un même homme, nous répondrons que les faibles n'ont qu'à se réunir pour rétablir par le nombre l'égalité des forces.

Du moins c'est la Raison qui leur indique ce moyen et « comme elle est la principale arme que la Nature a donnée à l'homme pour se conduire et se

(1) *Voyage en Icarie*, p. 384.

défendre, on peut bien dire, dans le sens le plus général, que la Nature a fait les hommes égaux en force (1). »

Elle les a faits même égaux en intelligence ; les organes intellectuels sont les mêmes chez tous lors de la naissance ; s'il y a inégalité dans le développement, c'est que les conditions de culture, d'éducation ne sont pas les mêmes pour tous.

Disons donc que « les hommes sont, par la Nature, généralement égaux ou à peu près égaux en force physique ou intellectuelle, et dès lors naturellement égaux en droits. »

Allons plus loin : si les hommes étaient inégaux en force, seraient-ils, par cela même, inégaux en droits ? Est-ce que les uns seraient faits pour commander, les autres pour obéir ? Les uns pour être oisifs, et les autres pour travailler et les servir ? Mais quel outrage à la Divinité ! Quel blasphème contre la Providence que de lui supposer tant d'injustice ! (2)

L'inégalité de fortune et de bonheur n'est pas seulement injuste. On rencontre des adversaires de la communauté qui concèdent volontiers que l'ordre social qu'ils veulent conserver ayant pour résultat une division des hommes en riches et en pauvres — indépendante du travail effectué par chacun — est

(1) *Voyage en Icarie*, p. 384.
(2) *Voyage en Icarie*, p. 386.

profondément immoral ; mais ils croient néanmoins pouvoir le justifier en invoquant son utilité. Cabet, loin de lui reconnaître cette vertu, prétend que la question de justice étant mise de côté, il faut voir dans l'Inégalité le vice fondamental, générateur de tous les maux dont souffrent les hommes. Et passant en revue toutes les causes de nos malheurs, tous les vices et tous les désordres, il essaie de les rattacher à ce désordre initial.

L'Inégalité dérive du droit de propriété ; mais celui ci, ne l'oublions pas, est d'après la définition des Romains le droit d'abuser des biens créés par la nature, et, étant illimité, il a cette conséquence non seulement de diviser les hommes en riches et en pauvres, mais en extrêmement riches et en extrêmement pauvres. « A l'époque de la Révolution, les vingt-cinq millions d'individus qui formaient la population d'Icarie se composaient d'environ vingt-cinq mille riches, de cent cinquante mille aisés et de vingt-quatre millions huit cent vingt-cinq mille pauvres. Les 25.000 riches avaient plus de fortune que les 24.975.000 formant le reste de la Nation : ils avaient presque tout, les 150.000 aisés avaient peu, les 24.825.000 pauvres n'avaient rien, si ce n'est leurs bras pour gagner du pain ; et l'on aurait pu citer tel Aristocrate qui possédait assez pour faire le bonheur de deux ou trois cent mille malheureux.

Ces 25.000 riches vivaient dans l'abondance, dans les plaisirs et dans tous les raffinements du luxe, tandis que le Peuple manquait du nécessaire » (1).

L'Aristocratie était nuisible parce qu'elle distrayait pour l'entretien de ses animaux de luxe les biens destinés par la Nature à la subsistance de l'homme, parce qu'elle affectait à ses plaisirs de chasse et de promenade des terrains immenses condamnés à la stérilité, parce qu'elle enlevait à la société un nombre immense de domestiques exclusivement consacrés à des besoins factices.

Quant au peuple, de quelle utilité était pour lui l'Aristocratie puisqu'il était réduit à l'extrême misère ? Quoique affranchi nominalement de l'esclavage, n'était-il pas resté en fait la propriété des riches puisqu'il travaillait toujours pour eux, tandis qu'ils ne travaillaient jamais pour lui ?

« L'excès de travail énervait l'enfant, épuisait l'homme et tuait le vieillard. Peu même arrivaient à la vieillesse ; beaucoup mouraient d'épuisement ou de maladies, ou périssaient par accident. La masse des travailleurs restait abâtardie, et les femmes mêmes perdaient leur délicatesse et leurs grâces comme leur santé. Aussi, quand on comparait certaines masses d'ouvriers avec les Aristocrates, il

(1) *Voyage en Icarie*, p. 311.

semblait que c'étaient des êtres d'une autre espèce.

L'Ouvrier n'ayant que son salaire, et ce salaire étant insuffisant, il était mal nourri, mal vêtu, mal logé et toujours rongé d'inquiétudes pour l'avenir. Beaucoup ne mangeaient ni pain, ni viande, étaient presque nus ou couverts de haillons et de boue, logeaient dans des caves ou des greniers, dans des trous ou des cloaques sans meubles et sans feu. Presque tous étaient moins heureux, non seulement que le domestique, mais même que le *cheval* et le *chien* de l'Aristocrate, et beaucoup étaient plus misérables que les anciens *esclaves* et même que les *animaux de travail* que leurs maîtres avaient intérêt de bien nourrir et soigner. Beaucoup ne pouvaient pas même obtenir de travail, et se trouvaient plus malheureux au milieu de la société que les sauvages et les animaux libres au milieu des forêts ! (1) ».

Ainsi le premier effet de l'Inégalité était de plonger dans la misère la plupart des Icariens. D'autre part, elle était la cause de tous les vices et de tous les crimes, de ceux des riches aussi bien que de ceux des pauvres.

« Posséder et retenir du superflu quand des milliers et des millions manquaient du nécessaire était manifestement un acte d'*Injustiee*. Bien plus, cette

(1) *Voyage en Icarie*, p. 312.

première et capitale injustice ne renfermait-elle pas essentiellement *toutes les injustices et tous les vices,* l'Egoïsme, la Vanité, l'Orgueil, l'Inhumanité et même la Cruauté ? Et par conséquent tous ces vices ne devaient-ils pas nécessairement se retrouver dans la masse des actions de ceux qui possédaient les richesses ?

Mais les riches, corrompus par leur éducation et leurs préjugés, n'étaient pas seulement impitoyables envers les pauvres ; inégaux entre eux, les moins riches étaient jaloux et envieux du sort des plus riches ; et tous, avides et cupides, faisaient autant et même souvent plus d'efforts que les pauvres pour augmenter leur fortune sans s'arrêter devant aucun vice ni devant aucun crime.

L'avarice, la stupide et funeste avarice, était souvent leur plus innocente passion.

L'oisiveté jetait les Aristocrates dans toutes les fantaisies et les folies du luxe ou dans les dangers du jeu, et surtout dans les immoralités de la débauche, de la séduction et de la corruption : non contents de tuer par le travail et la misère les garcons, les pères et les maris pauvres, ils employaient leurs richesses à séduire les filles et les femmes des travailleurs, et à porter le désordre et la honte jusque dans le sein de leurs familles.

Ce n'est pas tout : les Aristocrates, toujours

dominés par les nécessités d'une première injustice, s'efforçaient de tenir les pauvres dans l'*ignorance* et même de leur donner des *vices* pour les abrutir et les enchaîner ! L'opulence ou le superflu étant nécessairement, comme je vous l'ai déjà dit, une injustice et une *usurpation*, les pauvres ne pensaient souvent qu'à voler les riches ; et le vol, sous toutes les formes (escroquerie, filouterie, banqueroute, abus de confiance, fraude, tromperie, etc.) était l'occupation presque universelle des pauvres comme des riches.

Et les pauvres ne volaient pas seulement les riches, mais ils volaient aussi les pauvres eux-mêmes ; en sorte que tous, riches et pauvres, étaient *voleurs* et *volés*.

Je ne pourrais énumérer toutes les espèces de vols et tous les genres de voleurs.

C'était vainement que les riches avaient fait des lois terribles contre le vol, c'était vainement que les prisons et les galères étaient remplies de pauvres voleurs et que leur sang était souvent versé sur les échafauds ; poussés par la misère, encouragés par l'espoir de n'être pas découverts, les pauvres volaient dans les champs, ou dans les maisons, ou sur les routes, et jusque dans les rues pendant la nuit.

Et souvent le vol conduisait à toutes les cruautés, à l'assassinat, aux tortures mêmes les plus barbares,

pour faire avouer où l'or était caché. Que d'empoisonnements et de parricides n'excitait par la soif de l'or et des successions !

On voyait des voleurs enlever et voler des enfants pour les prostituer !

On en voyait même voler et égorger des jeunes gens pour en vendre la chair ou le cadavre ! En un mot, il ne pouvait y avoir ni confiance ni sécurité ; chaque individu voyait des ennemis dans presque tous les autres ; et la société semblait pour ainsi dire n'être qu'un coupe-gorge au milieu d'une forêt !

Et toutes ces horreurs, que vous retrouverez plus ou moins partout, étaient chez nous (1), et sont encore ailleurs, je ne puis trop le répéter, l'inévitable résultat du droit illimité de Propriété.

Mais le vol et le meurtre n'étaient pas les seules conséquences de l'inégalité des fortunes.

La Propriété faisait naître des millions de contestations entre les voisins, entre les vendeurs et les acheteurs, entre les héritiers, etc., et des millions de procès, suscités par l'intérêt et la cupidité, tourmentaient les plaideurs et souvent les ruinaient.

Toujours guidés par l'amour des richesses et par la vanité, les Aristocrates n'avaient qu'un ou deux enfants, afin de leur laisser plus d'opulence, tandis

(1) La critique est faite par un professeur icarien Dinaros.

que les autres, ne pouvant pas laisser moins de misère à dix qu'à deux ou trois, et n'ayant guère d'autre jouissance que celle de la paternité, avaient ordinairement de nombreuses familles, et ne procréaient que des misérables.

La pauvreté empêchait une multitude d'individus des deux sexes de se marier : d'innombrables célibataires portaient le trouble chez les autres ou vivaient dans le concubinage. C'était en vain que, pour empêcher le désordre, on flétrissait impitoyablement d'innocentes créatures et les filles, victimes des séductions des hommes et des vices de l'organisation sociale ; cette flétrissure ne faisait qu'augmenter le mal en produisant une multitude d'avortements d'expositions d'enfants et d'infanticides.

L'opulence et la misère exerçaient encore leur funeste influence sur les plaisirs de la société, les opinions, les mœurs et les coutumes. Embarrassés de leur oisiveté, les Aristocrates passaient une partie de l'année à la chasse, et leur habitude de cruauté envers les animaux inoffensifs entretenait leurs sentiments d'indifférence et d'inhumanité envers les hommes.

Les jeux de hasard et les paris les habituaient à doubler brusquement leur fortune ou à se ruiner, à s'enrichir des dépouilles de ceux qu'ils appelaient leurs amis, à se réjouir du désespoir de ceux qu'ils

ruinaient, ou à ruiner leurs femmes et leurs enfants pour la chance d'acquérir un peu plus d'or (1). »

II

On voit que la critique de Cabet est complètement dépourvue d'originalité. Il est vrai que le thème qui fait le fond de la critique socialiste ne semble pas à première vue de nature à être fréquemment renouvelé. Mais certains griefs secondaires qui n'avaient été qu'indiqués par les écrivains antérieurs pouvaient être approfondis ; tels, ceux qui portent sur le commerce et le désordre de la production. Sur ces points Cabet a été d'une brièveté extrême.

D'autre part, il reste à fournir aux revendications sociales une base philosophique solide. Cabet se contente d'invoquer la Providence, ce qui est d'autant plus étrange que l'ensemble de ses écrits respire un parfum plutôt naturaliste.

Enfin il ne suffisait plus d'énumérer les effets de l'Inégalité, il fallait expliquer d'une façon précise pourquoi ils se produisaient, et analyser le mécanisme économique qui permettait à une classe de la société d'en exploiter une autre. Ce sera l'œuvre de Marx et de ses disciples.

(1) *Voyage en Icarie*, p. 314 à 318.

La critique descriptive, sentimentale et déclamatoire de Cabet ne nous intéresse plus que par le rapprochement qu'elle permet de faire entre les œuvres des utopistes et celles des scientifiques. Elle est éminemment représentative de la critique socialiste dans sa première phase, et c'est pour cela que nous avons tenu à en faire d'aussi larges citations.

N'oublions pas, du reste, que le principal des griefs de Cabet contre la société individualiste fut d'ordre politique et que s'il crut devoir la combattre avec tant d'acharnement, ce fut d'abord parce qu'elle lui semblait entraver l'achèvement de la Révolution française par son incompatibilité avec la véritable démocratie.

CHAPITRE III

ORGANISATION SOCIALE D'ICARIE

« Rien de plus aisé à faire
qu'un plan de communisme. »
PROUDHON.

Les Icariens forment une association égalitaire, fraternelle et unitaire. Les deux derniers termes sont subordonnés au premier. L'unité est la condition de l'abondance, nous l'avons déjà indiqué ; et la fraternité est la condition de l'activité économique, nous reviendrons sur ce point. L'égalité est donc le principe du plan que nous allons exposer ; toutes les institutions de la communauté en sont rigoureusement déduites.

I

PRODUCTION

La société est l'unique propriétaire. « Le territoire avec ses mines souterraines et ses constructions supérieures ne forme qu'un seul domaine, qui est le domaine social. Les biens meubles, avec tous les produits de la terre et de l'industrie ne forment qu'un seul capital social (1). »

Mais il ne suffit pas de changer le sujet de la propriété. L'égalité des jouïssances et des charges ne se conçoit pas en dehors d'une distribution par l'autorité publique. Dès lors, il ne peut être question de l'exploitation d'une fraction du capital social par un particulier ou un groupe de particuliers à qui l'Etat la louerait. Cette location serait d'ailleurs contraire à l'unité dans la production, nécessaire pour amener l'abondance. La République exploite directement son capital, organise ses ouvriers, fait construire ses ateliers et ses magasins (2).

La production est réglée par le gouvernement. Des fonctionnaires spéciaux et permanents font dans chaque commune, dans chaque province la statistique

(1) *Voyage en Icarie*, p. 35.
(2) *Voyage en Icarie*, p. 36.

des besoins (1) et la Représentation nationale renseignée par eux détermine chaque année tous les objets qu'il est nécessaire de produire ou de fabriquer pour la nourriture, le vêtement (2), le logement et l'ameublement du peuple.

La liste des besoins étant établie, « la République demande à chaque Commune la production agricole et industrielle qui convient le mieux à la nature de son terrain et à sa situation. » Le commerce intérieur est remplacé par une distribution faite par la communauté « La République emporte de chaque Commune son superflu pour le distribuer à d'autres, et lui apporte ce qui lui manque en le prenant à toutes celles qui le produisent » (3).

Avant de passer à la répartition, nous indiquerons les conditions dans lesquelles s'accomplit le travail. Il n'est pas exécuté dans les maisons, mais dans de grands ateliers communs : chaque atelier doit avoir une spécialité, réunir tous les ouvriers du même genre, et produire chaque objet par masse énorme (4). Ainsi, une boulangerie de la République se compose de cinq ou six immenses bâtiments parallèles, l'un pour les farines, l'autre pour la pâte, un troisième pour les fours, un quatrième pour le

(1) *Voyage en Icarie*, p. 362.
(2) *Voyage en Icarie*, p. 100.
(3) *Voyage en Icarie*, p. 163
(4) *Voyage en Icarie*, p. 103.

combustible, et le cinquième pour recevoir le pain, d'où les voitures le distribuent partout aux consommateurs.

Un canal apporte les farines et le combustible, que des machines transportent dans les magasins. De larges tuyaux versent la farine dans les pétrissoirs, tandis que d'autres tuyaux y versent l'eau à volonté (1).

La Communauté fait construire ses ateliers, choisissant toujours les positions les plus convenables et les plans les plus parfaits, organisant des fabriques immenses, réunissant ensemble toutes celles dont la réunion peut être avantageuse, et ne reculant jamais devant aucune dépense indispensable pour obtenir un resultat utile (2). Le plan de chaque atelier a été arrêté dans un concours, après avoir consulté tous les ouvriers de la profession, tous les savants et le Peuple entier.

« La durée du travail, qui d'abord était de dix à dix-huit heures et qui a été successivement diminuée, est aujourd'hui fixée à sept heures en été et six heures en hiver, de six ou sept heures du matin jusqu'à une heure après midi. On la diminuera encore, et tant qu'on pourra, si de nouvelles machines viennent à remplacer des ouvriers, ou si

(1) *Voyage en Icarie*, p. 48.
(2) *Voyage en Icarie*, p. 100.

la diminution dans les nécessités de la fabrication (celle des constructions, par exemple) vient à rendre inutile un grand nombre de travailleurs (1). »

La durée du travail atteindra vite son minimum, parce que si quelques industries diminuent, d'autres industries nouvelles les remplaceront, les Icariens ayant la volonté d'augmenter toujours leurs jouissances.

« L'année dernière, dit l'un d'eux à lord Carisdall, un meuble nouveau ayant été ajouté à tous nos meubles d'alors et cent mille ouvriers étant nécessaires pour procurer ce meuble à toutes les familles, on a pris ces cent mille ouvriers sur la masse du Peuple travailleur, et la durée du travail général a été augmenté de cinq minutes (2). »

« Dans chaque famille, les femmes et les enfants exécutent ensemble tous les travaux domestiques, depuis cinq ou six heures du matin jusqu'à huit heures et demie ; et à neuf heures jusqu'à une heure elles se consacrent aux travaux de leur profession dans l'atelier (3). »

« Dans chaque atelier, les règlements sont délibérés et les fonctionnaires sont élus par les ouvriers eux-mêmes, tandis que les lois communes à tous les

(1) *Voyage en Icarie*, p. 103.
(2) *Voyage en Icarie*, p. 103.
(3) *Voyage en Icarie*, p. 103.

ateliers sont faites par les élus du Peuple entier. Le citoyen n'a jamais qu'à exécuter que des règlements ou des lois qui sont son ouvrage, et par conséquent il les exécute sans hésitation et sans répugnance (1). »

« Chaque année la République, qui par sa statistique connaît le nombre d'ouvriers nécessaires dans chaque profession, en publie la liste pour chaque commune, et invite les jeunes gens de dix-huit ans à choisir. En cas de concurrence les professions se distribuent dans un concours, d'après des examens, et d'après le jugement des concurrents eux-mêmes constitués en jury.

Jusque là le jeune homme a reçu une éducation industrielle élémentaire et générale : maintenant, à dix-huit ans, quand il a choisi sa profession, commence pour lui l'Education spéciale ou professionnelle à la fois théorique et pratique (2). »

II

RÉPARTITION

Si le communisme propose une nouvelle organisation de la production, s'il veut substituer la concentration communiste à l'éparpillement individualiste,

(1) *Voyage en Icarie*, p. 105.
(2) *Voyage en Icarie*, p. 105 et 106.

ce n'est pas qu'il conteste la fécondité du régime qui fonctionne sous nos yeux. A la vérité, il prétend bien ne pas négliger le point de vue utilitaire et soutient que par son organisation unitaire de l'industrie, par la généralisation du machinisme, les richesses seront multipliées avec une rapidité dont le capitalisme moderne ne peut nous donner l'idée. Mais l'accroissement des biens n'est pas le principal souci du communisme : dans la nouvelle organisation de la production, ce qu'il poursuit avant tout, c'est le moyen d'assurer une plus équitable répartition des richesses.

Or, tandis que la production individualiste ne comporte qu'un mode de répartition ayant pour base l'équivalence en utilité, on en conçoit plusieurs sous un régime communiste : L'autorité pourra distribuer les produits en se préoccupant uniquement de composer les lots matériellement égaux, mais il est possible aussi qu'elle tienne compte soit des mérites, soit du temps de travail affectué.

Dans une étude sur l'évolution des formules de répartition du socialisme, on verrait comment le désir d'échapper à l'utopie a peu à peu amené les constructeurs de sociétés futures à se rapprocher de l'équivalence en utilité. Mais dans sa première phase, son choix se porte sur la formule qui satisfait le mieux la raison pure. Ce n'est pas celle qui dit : à chacun

part égale. Peut-être le théoricien y songe-t-il un moment, mais pour la rejeter aussitôt. Il n'est évidemment ni juste, ni raisonnable de donner une même quantité d'aliments à deux individus, si la santé de l'un exige une nourriture double de celle qui soutient son voisin.

Ce n'est pas davantage celle qui proclame : à chacun selon ses mérites (1). « La capacité, dit Cabet, répondant aux phalanstériens (2), comme la force, la taille, la couleur, la beauté est l'effet du hasard et ne doit pas constituer un droit aux yeux de la Raison.

En second lieu, le talent d'un travailleur quelconque lui est donné par la société qui l'instruit dès sa naissance; car s'il était né et retenu dans un désert, il n'aurait aucun talent et ne saurait rien, pas même faire un clou ou une épingle. En troisieme lieu, l'utilisation du talent est encore due à la société; car à quoi servirait le talent d'inventer la machine à vapeur, si l'inventeur était dans un désert? Et puisque le talent et l'utilisation du talent sont dus à la société, il est parfaitement juste et raisonnable qu'elle puisse ne les donner qu'à la condition que celui qui les reçoit aura seulement

(1) On peut rattacher à cette formule Saint-Simonienne, celles qu'ont inventées en dernier lieu les collectivistes.

(2) *Populaire*, 27 septembre 1846.

l'avantage d'être aussi bien nourri, vêtu, logé que tous les autres ».

D'autre part, la répartition selon les mérites, ayant pour conséquence l'inégalité dans le partage « tuerait la fraternité, exciterait la cupidité et l'égoïsme, entretiendrait la jalousie, l'envie et la discorde ». Enfin, « elle exigerait une armée de fonctionnaires (inspecteurs, appréciateurs, teneurs de livres) dont le travail serait absolument stérile » (1).

Reste une troisième formule : à chacun selon ses besoins. C'est celle-là que Cabet inscrit sur la couverture même du *Voyage en Icarie*. — L'inanité d'un tel principe saute aux yeux : les richesses étant limitées et les besoins ne l'étant pas, la communauté sera condamnée au rationnement. Mais, ce qui est digne de remarque, c'est que Cabet lui-même s'en rendait compte avant d'avoir tenté à Nauwoo la réalisation de son rêve. Dans le tableau de la vie Icarienne, il n'a pas osé nous représenter les citoyens venant puiser dans les magasins publics, au gré de leurs désirs. Nous voyons en effet que chaque famille a un compte dans chaque magasin et ne peut recevoir que ce qui lui est attribué par la représentation nationale.

Voici en quels termes un jeune Français établi

(1) *Populaire*, 27 septembre 1846.

en Icarie renseigne son frère sur la distribution des aliments et des vêtements (1) : « Chaque magasin républicain a le tableau des restaurants, des ateliers, des écoles, des hospices et des familles qu'il doit fournir, et la quantité qu'il doit envoyer à chacun.

Tout étant préparé d'avance dans le magasin, on envoie partout, à domicile, dans l'arrondissement du magasin, les grosses provisions pour l'année, ou pour le mois, ou la semaine, et les provisions journalières.

La distribution de celles-ci a quelque chose de charmant. Je ne te parlerai pas de la propreté parfaite qui règne en tout, comme première nécessité ; mais ce que je ne manquerai pas de te dire, c'est que le magasin a, pour chaque famille, une corbeille, un vase, une mesure quelconque marquée du numéro de sa maison, et contenant sa provision de pain, de lait, etc. ; c'est qu'il a même toutes ces mesures doubles, de manière à porter l'une pleine et à rapporter l'autre vide ; c'est que chaque maison contient, à l'entrée, une niche, disposée d'avance à cet effet, dans laquelle le distributeur trouve la mesure vide et la remplace par la mesure pleine ; de manière que la distribution, toujours faite à la même heure, et d'ail-

(1) Lettre d'Eugène à son frère, p. 52. *Voyage en Icarie.*

leurs annoncée par un son particulier, s'opère sans déranger la famille, et sans faire perdre le moindre temps au distributeur.

Tout ce que je t'ai dit de la nourriture s'applique au vêtement : c'est la loi qui a tout réglé, sur l'indication d'un comité qui a consulté tout le monde, qui a examiné les vêtements de tous les pays, qui a dressé la liste de tous avec leurs formes et leurs couleurs (ouvrage magnifique que chaque famille possède), qui a indiqué ceux à adopter et ceux à proscrire, et qui les a classés suivant leur nécessité, leur utilité ou leur agrément.

Quant à la distribution des vêtements, chaque magasin a le tableau des familles qu'il doit fournir et des quantités qu'il doit livrer. Il ouvre un compte à chacune d'elles et leur envoie ce qui leur est dû, quand elles ont choisi ce qu'il leur convient ».

A la vérité, si les Icariens sont soumis au rationnement, il ne faut pas croire que leur régime de vie soit celui des Spartiates. La République ne proscrit pas le luxe, mais elle le subordonne à certaines conditions. La représentation nationale ne porte sur la liste des produits que les objets qui peuvent être fournis en quantité telle que nul Icarien n'en sera privé et d'autre part part elle ne recherche l'utile que lorsque le nécessaire est déjà assuré, elle ne poursuit l'agréable que lorsqu'elle a déjà pourvu à

l'utile. « Ainsi, nous avons construit nos ateliers avant nos monuments ; nous avons meublé nos chambres à coucher avant de dorer nos salons ; nous avons fabriqué des draps de laine avant des étoffes de soie et de velours ; ce n'est que depuis vingt ans que nous avons des chevaux de selle pour la promenade, et depuis cinq que nous en avons pour les enfants. Dans dix ans d'ici chaque famille aura, sur sa terrasse, un billard, qui servira en même temps de table à manger, tandis qu'aujourd'hui chaque rue n'a qu'une salle de billard commune à trente-deux familles. Bientôt tous nos portiques seront transformés en jardins, ou du moins seront ornés de verdure, de plantes, de fleurs et de guirlandes qui les rendront délicieux à parcourir » (1).

III

STIMULANT DE LA PRODUCTION

Dans la communauté icarienne, la répartition est donc organisée indépendamment de toute donnée autre que les besoins. C'est par là que le communisme se distingue des plans collectivistes élaborés par nos contemporains. Il est certain qu'une telle

(1) *Voyage en Icarie*, p. 272.

construction est plus conforme à l'idéal, mais une interrogation qui constitue la plus grave des objections se dresse aussitôt : quel sera le stimulant de l'activité productive ? Il ne semble guère contestable que le travail (qu'il ne faut pas confondre avec l'activité) répugne à l'homme et que si celui-ci surmonte son penchant naturel à l'oisiveté, ce n'est qu'en considération des besoins qui lui en imposent la dure obligation. Mais si l'on commence par l'assurer que ses besoins seront satisfaits de toute façon, comment peut-on se flatter d'obtenir de lui la somme d'énergie nécessaire à la production ?

Prétendra-t-on que chaque individu se sentira menacé d'une sanction en tant que membre de la communauté et qu'il comprendra que les conséquences de son oisiveté et de sa mollesse retomberont en définitive sur lui ? Cette intelligence des sanctions futures est ce qui manque le plus à une masse de citoyens aussi considérable que celle d'un grand État comme l'Icarie.

N'est-il pas évident que chacun sera toujours porté à compter sur le travail de son voisin et que sa préoccupation dominante sera d'échapper à un labeur qui, après tout, ne grossirait que de bien peu le tas commun ?

En supposant que ce sentiment de responsabilité collective existe à quelque degré chez les produc-

teurs, nul doute qu'il n'ait qu'une action bien faible et qu'il soit loin de suppléer le sentiment de responsabilité individuelle qui était le ressort de l'ordre de chose aboli.

A l'objection ainsi formulée, quelle a été la réponse de Cabet ?

Si l'on s'en tenait à la réfutation qu'il place dans la bouche de Dinaros, ceux qui n'ont pas visité la bienheureuse Icarie l'estimeraient sans doute assez faible. « Le besoin de s'enrichir, le désir de fortune, l'espérance d'en acquérir, la concurrence, l'émulation et l'ambition même sera l'âme de la production ! — Non, non ! car tout est produit sans eux en Icarie ! (1) »

Mais il ne faut pas se hâter d'accabler Cabet ; car sur ce point comme sur beaucoup d'autres sa pensée ne s'est nulle part exprimée d'une façon nette et complète : il faut, pour la connaître, en rassembler les divers éléments, épars à travers son œuvre. Cette recherche faite, il ne semble pas qu'on puisse signaler l'absence d'un stimulant de l'activité productive dans le plan icarien : la vérité est au contraire que Cabet en a imaginé plusieurs. Et cette abondance d'imagination fait supposer que l'efficacité de chacun d'eux, pris à part, ne lui paraissait pas d'une évidence lumineuse.

(1) *Voyage en Icarie*, p. 396.

Il compte d'abord sur l'Education, dont la puissance est à ses yeux sans limites. « Vingt enfants qui différeront en tout, s'ils sont nés et élevés dans vingt pays différents, ne se ressembleront-ils pas s'ils ont été élevés ensemble sans se quitter jamais comme nous en avons fait l'expérience en Icarie? Vingt enfants du même âge ne seront-ils pas tous égaux à peu près ou énormément inégaux suivant qu'ils seront élevés du même ou différemment, comme nous l'avons encore vérifié, en sorte que le même homme pourrait être vingt personnages différents suivant les vingt éducations qu'il recevrait? Que de sots en apparence auraient pu être des hommes de génie s'ils avaient reçu l'Education convenable ! » (1).

L'Education icarienne inspire donc à chacun le désir de se rendre toujours plus utile à la communauté, et l'habitue à considérer l'oisiveté et la paresse comme aussi infâmes que le vol. L'émulation renforce l'éducation : « Tout ouvrier qui par patriotisme fait plus que son devoir ou qui dans sa profession fait une découverte utile, obtient une *estime* particulière ou des *distinctions* publiques, ou même *des honneurs* nationaux » (2). L'estime et les honneurs n'étant pas des avantages matériels, Cabet déclare

(1) *Voyage en Icarie*, p. 402.
(2) *Voyage en Icarie*, p. 102.

qu'en les dispensant à certains citoyens, la République ne fait aucun accroc au principe sacro-saint de l'égalité dans la répartition. Toujours est-il que le besoin de gloire n'est pas toujours satisfait en Icarie ; et que ceux-là seuls qui rendront certains services connaîtront les plaisirs attachés aux distinctions publiques. Voici un germe de discorde et de crimes, qu'on est étonné de trouver dans la République fondée par le vertueux Icar. Mais le grand stimulant du travail, chez les Icariens, réside dans un sentiment plus noble que le désir des honneurs, dans un sentiment qui est le grand ressort de la communauté, le patriotisme ou plus exactement la fraternité.

Il faut savoir gré à Cabet d'avoir si fort insisté sur l'importance de la Fraternité dans la communauté qu'il rêvait. On a souvent cité la réponse qu'il fit à certains disciples qui lui avaient demandé de préciser la théorie scientifique du communisme : « Si l'on nous demande quelle est notre science ? nous répondrons : la Fraternité ! quel est notre principe ? la Fraternité ! quelle est notre doctrine ? la Fraternité ! quelle est notre théorie ? la Fraternité ! Quel est notre système ? la Fraternité ! » (1).

Le sentiment fraternel, constatait Proudhon, est, selon M. Cabet, l'ingrédient, le ferment vivificateur

(1) *Populaire*, septembre 1844.

sans lequel la communauté ne se peut conserver.

Eh bien, Cabet voyait juste. Les principes d'activité précédents ne peuvent être que des auxiliaires plus ou moins efficaces. La vanité n'est pas tellement développée en chacun de nous qu'on puisse faire fond sur notre amour de la gloire, et l'on ne peut décemment, même dans une République égalitaire, décorer tout le monde.

L'éducation est sans doute très puissante, mais il faut s'entendre ; pour qu'elle nous habitue à considérer la paresse comme un vol et le vol comme un crime, encore faut-il que nous nourrissions des sentiments bienveillants à l'égard de notre prochain. Lorsque le désir du gain a été écarté parce qu'il aboutit à l'inégalité des fortunes, il n'y a en réalité qu'un stimulant qui puisse nous contraindre à l'effort et à la peine : c'est le dévouement à nos semblables et c'est lui qu'on retrouve sous des vocables différents : charité, altruisme, solidarité ou fraternité dans tous les systèmes plus ou moins socialistes qui refusent de prendre l'intérêt personnel comme base de l'économie. Et l'on ne peut contester que, lorsqu'il existe, ce sentiment ne soit d'une efficacité merveilleuse, dans le rôle que lui assigne Cabet : ne fait-il pas vivre la communauté familiale ? N'est-ce pas le dévouement à ses enfants qui fait accepter au père les plus durs labeurs ? N'est-ce pas l'esprit de charité qui a été de

tout temps l'âme des communautés chrétiennes? Si donc l'affection s'étend de la famille et du couvent à la nation tout entière, elle assurera la prospérité non plus d'un petit groupe, mais d'une vaste communauté.

Il est malheureusement fort clair que l'affection ne peut se dilater au point d'embrasser l'humanité entière ou même tous les membres d'une seule nation, et l'on connaît la comparaison qu'en fait Aristote aux gouttes de miel qui perdent leur saveur dans un verre d'eau. C'est que cela seul qui se présente à nous sous un aspect concret, qui parle à notre imagination peut être l'objet de notre amour ou de notre haine.

Nous pouvons ainsi nous dévouer aux petits groupements dont nous sommes membres, mais il est anti-naturel de nous demander le sacrifice de notre personnalité à des abstractions trop vastes (1).

(1) Il n'est pas impossible de fonder des communautés pourvu qu'elles soient peu nombreuses. L'erreur de Cabet résulte surtout des dimensions qu'il a données à son Icarie. Il nous la présente comme une grande nation, aussi peuplée que l'Angleterre et la France ensemble. C'est pourtant l'observation la plus constante qu'on ait pu faire sur les sociétés communistes qui ont reussi à fonctionner, qu'elles constituaient de très petites sociétés. « Ceci, dit M. Gide (Principes d'Économie politique, p. 429), est généralement admis par les communistes eux-mêmes, car Fourier fixait le chiffre maximum de quatre cents personnes pour son phalanstère. Owen l'établissait entre cinq et deux mille, et pour les anarchistes, la base de l'organisation communiste est la Commune autonome avec suppression de l'État. » Cabet, toujours préoccupé de l'action, n'a consulté sur ce point que l'intérêt de la propagande. Celle-ci s'exerçant dans un grand pays, il fallait montrer une grande nation organisée en communauté.

Nous ne nous arrêterons donc pas plus longtemps à démontrer le caractère utopique de la fraternité conçue comme « ferment vivificateur » de la cité communiste. Mais avant de rechercher à quelles tyrannies l'optimisme de Cabet devait le conduire, il n'est que juste de reconnaître qu'une théorie morale et philosophique fort en vogue à l'époque où son esprit s'était formé atténuait en quelque sorte la naïveté de son système. Nous voulons parler de cette idée dont la littérature du dix-huitième siècle est imbue, et suivant laquelle la cause de nos maux est principalement sociale.

L'homme serait né bon, disposé par la nature à tous les sentiments généreux, et ce serait une organisation sociale vicieuse qu'il faudrait rendre responsable de sa perversion actuelle. On voit très bien que cette théorie fournit au communisme les postulats dont il a besoin. Il ne peut fonctionner si l'homme fuit l'effort et s'il est naturellement égoïste.

L'objection tirée de l'observation quotidienne n'embarrasse pas les communistes s'ils peuvent répondre : Sans doute le travail est médiocrement attrayant, mais c'est parce que le travailleur est victime « d'institutions arbitraires qui prétendent faire pour quelques hommes seulement un état permanent de repos que l'on nomme prospérité, fortune, et laisser aux autres le travail et la peine »

et parce que « ces distinctions ont jeté les uns dans l'oisiveté, et inspiré aux autres de l'aversion et du dégoût pour les devoirs forcés (1). De même l'égoïsme disparaîtra avec les institutions qui lui donnent naissance. L'homme est contraint aujourd'hui de penser à lui-même puisque la société se désintéresse de son sort, il doit y penser toujours puisqu'il est sans cesse menacé par les entreprises d'autrui. Mais si les intérêts particuliers disparaissent en se fondant dans l'intérêt général, si à la lutte l'on substitue l'association pour la vie, ne semblera-t-il pas naturel de voir dans chaque associé un frère puisque sa prospérité sera la nôtre, puisqu'en s'enrichissant il nous enrichira, puisqu'il n'y aura plus moyen de vivre aux dépens du voisin ?

C'était ainsi que Cabet en était venu à proposer, comme une chose fort simple, de prendre la Fraternité comme assise de la société nouvelle. Nul plus que lui n'était resté fidèle à la théorie superficielle du dix-huitième siècle. On en trouve les traces presque à chaque page de son œuvre, et si l'on voulait citer, on n'aurait, en vérité, que l'embarras du choix (2). Considérant donc que l'épanouissement

(1) Morelly. *Code de la Nature*, p. 79.

(2) Citons ce passage des *Lettres d'un Communiste à un Réformiste* : « Toute la génération actuelle peut-elle n'être pas remplie de défauts, quand elle a été formée ou plutôt déformée par une détestable organisation morale et politique ? Les vices des Pauvres et même des Riches

de la Fraternité serait la conséquence de la réalisation du communisme, il se croyait à l'abri des critiques de Proudhon, quand celui-ci écrivait : « La Fraternité n'est point, comme le croient les socialistes, le principe des perfectionnements de la société, la règle de ses évolutions ; elle en est le but et le fruit. Platon, Cabet et ceux qui à la suite de ces deux sommités du socialisme, au lieu de nous enseigner les lois de la production et de l'échange, nous demandent du pouvoir et de l'argent, débutant dans l'utopie par la fraternité, la solidarité et l'amour, tous ces gens-là, dis-je, prennent l'effet pour la cause, la conclusion pour le principe, ils commencent, comme dit le proverbe, leur maison par les lucarnes (1). »

Le sentiment fraternel ne naîtrait pas plus d'une loi de l'échange, comme semble le croire Proudhon, que de l'organisation communiste chère à Cabet. Nous avons dit pourquoi la nature de nos affections leur impose un objet fort limité. La théorie évolutionniste a du reste dissipé les croyances dans la bonté naturelle de l'homme et les socialistes contemporains

peuvent-ils t'étonner ? Ne sont-ils pas à tes yeux la faute et le crime de la société, comme tous les vices des boutiquiers sont les vices de la boutique ? J'admire et j'aime les vertus du Travailleur, parce qu'elles sont à lui, et je suis plein d'indulgence pour les défauts qui sont l'œuvre de la société. Tu le sens comme moi puisque tu es Réformiste, le mal vient de la mauvaise organisation sociale et politique ; c'est là le Satan qui perd l'Humanité, c'est là le Démon dont il faut délivrer le genre humain.

(1) Proudhon. *Contradictions économiques*, nouv. édit., p. 274.

soucieux de donner à leur plan de société future une apparence scientifique reconnaissent la nécessité de lier la rétribution à l'apport de chacun (1).

IV

SERVICE INDUSTRIEL

Mais chez Cabet lui-même, la foi dans la puissance du sentiment fraternel ne semble pas avoir toujours été à l'abri du doute.

Il y a dans son exposé des principes de l'organisation sociale icarienne un mot sur lequel il glisse, mais qui indique l'un des éléments principaux de son système.

« Tous les Icariens, étant associés et égaux, tous *doivent* exercer une industrie et travailler le même nombre d'heures (2). » Cette phrase semble reconnaître l'existence d'un service industriel auquel les citoyens

(1) Schäffle. *La Quintessence du Socialisme*, trad. B. Malon, édit. 1875, p. 64: « Le socialisme devrait amener chaque individu isolé à prendre part aux travaux dans son intérêt privé, au moins aussi puissamment que cela a lieu dans la société actuelle. Il devrait savoir récompenser chaque section isolée pour les travaux collectifs extraordinaires et faire porter à chacun la peine de ses négligences ; il devrait également, et mieux encore, savoir distinguer les progrès techniques particuliers et récompenser les mérites individuels. Il devrait aussi savoir diriger les nombreuses forces de travail en les utilisant toujours de la manière la plus productive, non pas par l'autorité du commandement, mais par la force de l'intérêt individuel. »

(2) *Voyage en Icarie*, p. 36.

seraient astreints, comme ils le sont aujourd'hui au service militaire. Si tous les citoyens *doivent* exercer une industrie, cela ne veut-il pas dire qu'ils y sont obligés ? Du reste, pour éviter toute équivoque, pour qu'on ne croie pas qu'il ait voulu parler de devoir moral, il dit nettement que « le travail est général et *obligatoire* pour tous (1). » Ainsi de même que nous avons vu la devise de répartition « à chacun selon ses besoins » aboutir au rationnement ; de même la fraternité qu'on s'est vanté de substituer au sentiment de l'intérêt personnel aboutit à l'obligation légale du travail. La logique du communisme condamnait Cabet à établir le service industriel.

Cependant il ne lui échappait pas que le régime de travaux forcés pouvait alarmer les esprits et nuire à la propagation de la réforme. C'est pourquoi, si prodigue de renseignements sur des points secondaires, il passe rapidement sur cette obligation légale du travail qui laisse si peu de place à la liberté individuelle.

Et, non content de cette discrétion sur le caractère essentiel de l'organisation du travail en Icarie, il tente encore d'atténuer ce qu'elle pourrait contenir de menaçant en tirant habilement parti de l'idée du travail attrayant qu'il emprunte à Fourier, et en

(1) *Voyage en Icarie*, table analytique des matières. Travail.

s'étendant sur tous les moyens mis en œuvre dans le but de faciliter la besogne des travailleurs. « Tout concourt à rendre le travail agréable : l'éducation qui dès l'enfance apprend à l'aimer et à l'estimer, la propreté et la commodité des ateliers, le chant qui anime et réjouit les masses de travailleurs, l'égalité de travail pour tous, sa durée modérée, et l'honneur dont tous les travaux sont environnés également (1). »

Mais c'est surtout par la multiplication des machines, et par l'éducation — celle ci dont on retrouve partout l'influence en Icarie, habituant les enfants à estimer également toutes les professions honnêtes — qu'on parvient à rendre cher aux citoyens de la communauté leur métier quel qu'il soit. Dans ces conditions, le travail reste sans doute un devoir, l'obligation pèse toujours sur la tête des Icariens, mais c'est un devoir bien doux et une obligation bien légère. Le Procureur général de Riom ayant, en 1847,

(1) *Voyage en Icarie*, p. 101. — « Les machines sont multipliées sans limite, et à tel point qu'elles remplacent deux cents millions de chevaux ou trois milliards d'ouvriers ; et ce sont elles qui exécutent tous les travaux périlleux, ou fatigants, ou insalubres, ou malpropres et dégoûtants : c'est là surtout que brillent la raison et l'intelligence de mes compatriotes ; car tout ce qui, par exemple, n'excite ailleurs que du dégoût, est ce qu'on cache ici avec le plus de soin ou ce qu'on environne de plus de propreté. Aussi, non-seulement vous ne verrez jamais dans les rues ni chairs saignantes, ni même de fumier, mais encore vous ne verrez jamais dans les ateliers la main d'un ouvrier toucher quelque objet rebutant. »

pris pour sujet de son discours de rentrée : *le Communisme*, crut pouvoir dire que, dans une communauté, « le travail pouvait être exigé et même obtenu par l'emploi de moyens disciplinaires. » Dans son journal, Cabet rectifia aussitôt « Le travail est un devoir pour tous les citoyens ; mais tout concourt à rendre ce travail facile et même agréable, de telle sorte que jamais aucun moyen de contrainte ne sera nécessaire (1). »

(1) *Populaire*, 5 décembre 1847.

CHAPITRE IV

ORGANISATION POLITIQUE D'ICARIE

« Puisque nous sommes tous associés, citoyens, égaux en droits, dit l'Icarien Dinaros à lord Carisdall, nous sommes tous électeurs et éligibles, tous membres du Peuple et de la garde populaire.

Tous réunis, nous composons la Nation ou plutôt le Peuple, car chez nous le Peuple est la collection de tous les Icariens sans exception.

Je n'ai pas besoin de vous dire que le Peuple est souverain et que c'est à lui seul qu'appartient, avec la Souveraineté, le pouvoir de rédiger ou de faire rédiger son contrat social, sa constitution et ses lois ; nous ne concevons même pas qu'un individu, ou une famille, ou une classe puisse avoir l'absurde prétention d'être notre maître.

Le Peuple étant souverain, il a le droit de régler, par sa constitution et ses lois, tout ce qui concerne sa personne, ses actions, ses biens, sa nourriture, son vêtements, son logement, son éducation, son travail et même ses plaisirs.

Si le Peuple Icarien pouvait facilement et fréquemment se réunir tout entier dans une salle ou dans une plaine, il exercerait sa souveraineté en rédigeant lui-même sa constitution et ses lois. Dans l'impossibilité matérielle de se réunir ainsi, il délègue tous les pouvoirs qu'il ne peut exercer immédiatement et se réserve tous les autres. Il délègue à une Représentation Populaire le pouvoir de préparer sa constitution et ses lois, et à un Exécutoire (ou corps exécutif) le pouvoir de les faire exécuter ; mais il se réserve le droit d'élire ses représentants et tous les membres de l'exécutoire, d'approuver ou de rejeter leurs propositions ou leurs actes, de rendre la justice, de maintenir l'ordre et la paix publics. Tous les fonctionnaires publics sont les mandataires du peuple, tous sont électifs, temporaires, responsables et révocables, et pour prévenir leurs empiètements ambitieux, les fonctions législatives et exécutives sont toujours incompatibles.

Notre Représentation Populaire est composée de 2000 députés, délibérant en commun dans une seule chambre. Elle est permanente, toujours ou presque

toujours assemblée, et renouvelée chaque année par moitié. Ses lois les plus importantes sont, comme la Constitution, soumises à l'acceptation du Peuple.

L'Exécutoire, composé d'un Président et de quinze autres membres, renouvelables chaque année par moitié, est essentiellement subordonné à la Représentation Populaire. Quant au Peuple, c'est dans ses assemblées qu'il exerce tous ses droits réservés, ses élections, ses délibérations et ses jugements.

Disséminé dans ses 1000 assemblées communales, le Peuple prend donc part à la discussion de ses lois, soit après, soit avant la délibération de ses Représentants.

Pour que le Peuple puisse discuter en parfaite connaissance de cause, tout se fait au grand jour de la Publicité, tous les faits sont constatés par la statistique et tout est publié par le journal populaire distribué à tous les citoyens.

Et pour que chaque discussion soit complètement approfondie, la Représentation populaire et chaque assemblée communale, c'est-à-dire le peuple entier, est divisé en quinze grands comités principaux de constitution, d'éducation, d'agriculture, d'industrie, de nourriture, de vêtement, de logement, d'ameublement, de statistique, etc. Chaque grand comité comprend donc la quinzième partie de la masse des citoyens ; et toute l'intelligence d'un Peuple d'hom-

mes bien élevés et bien instruits est continuellement en action pour découvrir et appliquer toutes les améliorations et tous les perfectionnements (1) ».

Ainsi, le régime politique de la communauté Icarienne est la Démocratie presque pure. Démocrate avant d'être communiste, et dans une certaine mesure communiste, parce que démocrate, Cabet ne pouvait hésiter à faire coexister dans son roman la Démocratie et le Communiste. Il ne lui venait pas à l'esprit que l'application simultanée des deux régimes déduits d'un même principe pût amener des difficultés telles qu'on eût à choisir entre l'égalité politique et l'égalité sociale. Sa conviction de la convenance absolue du régime démocratique à la communauté devait être confirmée par ce fait indéniable qu'il en favorise l'avènement. Il est certain que si les prolétaires ont intérêt à un changement de régime social, et puisqu'ils sont les plus nombreux, le suffrage universel doit tôt ou tard aboutir au socialisme.

Mais c'est une autre question de savoir si la démocratie est apte à organiser la société communiste, si celle-ci, une fois proclamée, un régime politique moins passionné, plus stable et plus fort que celui qui lui aura donné naissance, ne sera pas indispensable pour la diriger et pour la conserver.

(1) *Voyage en Icarie*; pages 37 et 38.

Il n'est pas douteux, d'autre part, qu'un socialiste qui aborderait ce problème (1) devrait subordonner l'égalité politique à l'égalité sociale et sacrifier, au besoin, la Démocratie au Communisme. Un régime politique n'est en effet qu'un moyen. On ne défend pas la Monarchie ou la République pour elles-mêmes ; mais le choix que nous faisons entre ces deux formes de gouvernement découle naturellement de l'idéal d'abord adopté. Ne taxerait-on pas de folie l'artisan qui se servirait d'un instrument, non parce qu'il le saurait propre à façonner le produit de son métier, mais qui, ignorant les propriétés de cet outil, le manierait pour le plaisir et au risque de détériorer l'objet de son travail ?

La Communauté est au contraire une de ces fins que l'on peut se proposer, elle apparaît à ses partisans comme liée directement au bonheur.

L'esprit déductif de Cabet n'a donc ni séparé l'égalité sociale de l'égalité politique, ni subordonné celle-ci à celle-là, ni recherché si la réalité pouvait les concilier.

Or, une raison très forte doit nous inciter à cette recherche : c'est qu'il n'y a jamais eu de démocratie communiste. A Sparte et en Crète les travailleurs étaient esclaves. Chez les premiers chrétiens, un fait

(1) C'est en vain que l'on chercherait dans Marx les linéaments de l'ordre politique à venir.

digne de remarque, c'est que la communauté ne subsista entre eux qu'à la condition d'accorder à quelques hommes la souveraine disposition des biens sociaux (1) » Dans toutes les communautés chrétiennes, l'obéissance passive fut la première règle du moine. Parlerons-nous des frères Moraves et du Paraguay ?

Mais de ce que l'histoire ne nous offre pas d'exemple de démocratie communiste, s'ensuit-il qu'elle ne nous en offrira pas ?

On peut, sans prétendre que le passé ait épuisé les formes sociales possibles, essayer d'en dégager des indications et des enseignements.

Ayant constaté qu'aucune communauté n'a été dirigée par le peuple, nous devons rechercher si le caractère aristocratique ou dictatorial des sociétés communistes est un accident, une coïncidence fortuite, ou bien la condition politique nécessaire de leur fonctionnement normal et de leur existence.

Pour trancher cette question, tâchons d'imaginer d'une façon précise les attributions de l'Etat dans la société communiste. Il est clair qu'elles consisteront surtout dans la direction économique et dans l'organisation du travail.

Les gouvernants devront d'abord régler la pro-

(1) Sudre. *Histoire du Communisme.*

duction et nous avons vu qu'ils se serviraient dans ce but de la statistique. Mais cette besogne ne sera pas aussi simple qu'on pourrait le supposer. Les besoins varieront d'une année à l'autre ; il faudra prévoir ces variations, interpréter les statistiques, et pour cela posséder certaines qualités qui constituent ce qu'on pourrait appeler le flair commercial. Lorsque dans la société individualiste, un industriel ne sait pas pressentir les demandes, il manque de faire fortune ou il se ruine. Lorsque dans la communauté, les gouvernants se seront trompés dans l'estimation des besoins, il pourra en résulter non seulement des privations et des plaintes, mais des famines et des désordres.

Les gouvernants devront encore organiser les ateliers, élaborer les règlements, rechercher les procédés de fabrication les plus avantageux, prendre toutes les initiatives qui tendent à diminuer l'effort et à améliorer les produits. En résumé leur activité embrassera tout ce qui fait actuellement l'objet de celle des chefs d'industrie. Mais ceux-ci jouissent d'une qualité très précieuse ; ils sont propriétaires ou délégués des propriétaires, et comme tels obtiennent facilement de leur personnel l'obéissance quasi militaire sans laquelle les affaires seraient arrêtées.

Au contraire, les directeurs de la communauté ne seront que les intendants du peuple, et pourtant ils

devront lui imposer leurs décisions sur les multiples questions dont la solution ne saurait lui être demandée.

Ainsi les gouvernants de la communauté ne sauraient se passer ni de connaissances techniques très étendues, ni d'une autorité très forte pour conduire l'entreprise gigantesque qui leur sera confiée.

Nous nous demanderons si la démocratie portera au pouvoir les techniciens les plus capables et de quelle autorité disposeront ses élus.

Les qualités qui constituent la compétence technique dans l'ordre industriel ne sont pas de celles qui frappent l'esprit des foules. Supposez deux candidats dont l'un posséderait des connaissances étendues, une grande puissance de travail, tout ce qui peut faire un gérant supérieur ou un administrateur parfait, mais serait privé du don de l'éloquence ; tandis que le second ne serait qu'un rhéteur abondant et magnifique : quelqu'un prétendra-t-il que le peuple est tellement « admirable dans le choix de ses magistrats » qu'il donnerait sûrement sa préférence au premier ?

Quant à l'autorité d'un gouvernement, elle est la conséquence de sa position vis-à-vis des gouvernés. On connaît la théorie par laquelle Dupont-White répondait à ceux qui lui faisaient remarquer que l'Etat tant exalté par lui au détriment de l'individu, n'était lui-même composé en définitive que d'indivi-

dus. Il le reconnaissait, mais il ajoutait que la valeur de ceux-ci était variable, qu'elle dépendait des circonstances, et, qu'en particulier, le fait pour un homme de savoir qu'il représentait l'Etat, que d'innombrables intérêts lui étaient confiés, avait pour vertu de surexciter ses facultés.

Cette remarque est d'une psychologie très fine. Il est très juste de dire que le sentiment de sa responsabilité doit être particulièrement fort chez l'individu qui représente l'Etat, quelle que soit d'ailleurs la forme du gouvernement ; mais de celle-ci, c'est-à-dire de l'origine du pouvoir — les différences entre Monarchie et République n'étant que des différences d'origine — dérive telle ou telle qualité. La position des gouvernements n'est plus la même selon qu'ils sont élus ou héréditaires : les premiers sont dans la dépendance de ceux qui les ont portés au pouvoir et qui les y maintiennent, les seconds sont indépendants. Nous n'avons pas à rechercher ici les qualités dérivant de l'une ou de l'autre de ces positions, ni par conséquent les propriétés des différentes formes de gouvernement. Ce que nous voulons remarquer, c'est que dans le régime communautaire, l'élection semble particulièrement impropre à conférer l'autorité.

Ceux-là, dont les attributions principales seraient de fixer la durée de la journée de travail et la rému-

nération, dépendraient directement des travailleurs. Les corporations formeraient des partis dont les intrigues et les alliances allumeraient dans le pays une guerre civile permanente. Le cynisme des candidats dans la surenchère serait aussi illimité que la crédulité avide des électeurs. La faillite serait le seul aboutissement logique de cette organisation contre nature (1).

Nous avons le droit de conclure que le gouvernement aristocratique ou dictatorial des sociétés communistes du passé était pour elles une condition nécessaire et non un caprice du hasard. On ne dirait pas « le sage Lycurgue » s'il avait chargé les Ilotes de la confection des lois.

(1) Les disciples de Saint-Simon qui voulurent mettre à la disposition de la puissance publique toutes les richesses et tous les moyens de production, comprirent qu'il fallait donner à la direction centrale un empire absolu sur les membres de l'Association. Aussi l'autorité directrice fut-elle revêtue par eux d'un caractère religieux, le chef dut avoir une autorité à la fois temporelle et spirituelle, être législateur et grand-prêtre. Saint-Simon fut déclaré pape après sa mort; Bazard et Enfantin furent grands-prêtres.

CHAPITRE V

LA FAMILLE ET LE MARIAGE

I

La plupart des écrivains qui ont tracé le plan d'une cité communiste en ont proscrit la famille et l'institution qui en est la base, le mariage. Plusieurs raisons justifient cette mesure.

Remarquons d'abord que la principale raison d'être du mariage disparaît dans la société communiste. L'union légale a pour but d'obvier aux inconvénients qui résulteraient pour la femme et surtout pour l'enfant d'un régime d'unions libres et passagères.

La femme isolée ne pourrait ni supporter les charges de l'éducation de ses enfants, ni soutenir ceux-ci dans leurs premières luttes, ni leur servir de

guide. Par le mariage, l'éducation devient l'œuvre commune des parents, et de bonnes conditions de développement sont assurées à l'enfant.

Or le principe communiste exige que de domestique l'éducation devienne publique. Il faut que les enfants soient élevés en commun, reçoivent un enseignement identique, soient formés par les mêmes maîtres si l'on veut diminuer ou faire disparaître les inégalités intellectuelles et morales qui servent à justifier les inégalités de fortune. Dès lors, la famille perd sa fonction sociale ; le lien conjugal devenu inutile n'est plus qu'un joug insupportable, contre lequel doit se révolter le socialisme, s'il est bien par son but — nous ne disons pas par ses procédés — un mouvement d'émancipation complète de l'individu.

Mais il est une raison plus décisive pour faire proscrire de la communauté le groupe familial, c'est qu'il serait pour elle un germe de mort. Il n'y aurait pas de pire empêchement à l'esprit de dévouement et de fraternité dans lequel nous avons reconnu le ressort de la cité communiste que des petits ménages qui feraient de la société une agglomération d'égoïsmes collectifs et disposeraient chaque citoyen à tout sacrifier aux intérêts de sa maison. N'est-ce pas d'ailleurs l'esprit familial qui fait naître en nous le désir de la propriété ? « Nous ne voulons nous enri-

chir, dit Campanella (1), que parce que nous avons une maison, une femme et des enfants en propre. De là vient l'égoïsme, car pour élever un fils jusqu'aux dignités et aux richesses, et pour le faire héritier d'une grande fortune, nous dilapidons le trésor public, si nous pouvons dominer les autres par notre richesse et notre puissance ; ou bien si nous sommes faibles, pauvres et d'une famille obscure, nous devenons avares, perfides et hypocrites. »

Ainsi, de même que Rousseau a exclu les Associations de l'Etat républicain parce qu'elles créent des intérêts particuliers qui nuisent à l'intérêt général, de même le communisme est amené à proscrire la famille parce qu'elle donne naissance à des affections, qui diminueront le dévouement des citoyens à la communauté (2).

(1) *Cité du Soleil*, 1844, p. 178.

(2) Aux deux raisons que nous venons d'indiquer comme créant une antinomie entre la famille et la communauté, il faut en ajouter une troisième qui est que l'amour est un bien qui doit être commun comme les autres. « Si le consentement des personnes, dit Proudhon, devait précéder la jouissance, la communauté n'est plus absolue : nous tombons dans les préférences, la vénalité, l'accaparement. Polygamie pour les uns, agamie pour les autres, trahison pour tous. » Voir *Contradictions économiques*, T. II, p. 276.

II

Or les écrivains qui se sont faits les apôtres du communisme n'ont pas tous été d'accord sur ce point. Tandis que Platon et Campanella ne reculaient pas devant cette conséquence extrême de leur principe, Morus et Morelly, plus timorés, prétendaient maintenir l'association conjugale dans leur cité communiste. Cabet s'est joint à ces derniers. Dans le *Voyage,* dans le *Credo communiste,* dans cent passages de ses œuvres, il a affirmé son inébranlable attachement à l'institution familiale. « Je crois, dit-il dans le *Credo communiste,* que le Mariage est quant aux rapports entre l'homme et la femme, l'institution la plus conforme à la dignité humaine et la plus capable d'assurer le bonheur des individus et l'ordre dans la Communauté.

Je crois non-seulement que tous les individus devront se marier, mais que tous seront naturellement portés à le faire, quand la Communauté assurera à tous des moyens d'existence, à la seule condition d'un travail modéré.

Je crois que la vie de famille est plus conforme à la nature que la séparation des enfants d'avec leurs parents ; qu'elle est une des plus grandes jouissances données à l'homme ; et que l'affection

des parents pour leurs enfants et des enfants pour leurs parents, quelque vive qu'elle soit, n'a pour la société dans le système de l'Égalité et de la Communauté aucuns des inconvénients qu'elle a dans le système actuel de l'Inégalité et de l'Antagonisme. »

Il reconnaît bien que le mariage peut avoir des inconvénients, mais ce ne sont pas ceux-là qu'on s'attendrait à voir dénoncés par un théoricien du communisme et pour les faire disparaître il suffira de supprimer la propriété.

« Tous les vices de la Famille viennent non de la Famille en elle-même, mais de la société qui la domine et qui est mal organisée. C'est aujourd'hui, c'est dans la vicieuse société d'aujourd'hui qu'on est souvent affligé de voir la misère et la cupidité pousser une jeune et jolie fille pauvre à épouser un vieux richard, laid et dégoûtant, ou un jeune et beau garçon épouser une vieille opulente qui ne peut lui inspirer d'amour; c'est aujourd'hui qu'on n'épouse généralement que la dot, les écus, le coffre-fort; c'est aujourd'hui qu'on peut voir la jeunesse et la beauté attachées et liées par le Mariage à un cadavre; c'est aujourd'hui que ces hideuses unions cimentées par l'or et l'argent, conseillées par l'ambition, ne peuvent enfanter que des désordres, des scandales et des crimes; c'est aujourd'hui que tout dans la société (l'oisiveté et le libertinage d'une foule

d'opulents, le célibat forcé d'une masse de prolétaires, le dégoût d'une masse de jeunes époux unis à des vieilles, puis des milliers de lieux publics et le chaos qui présentent à la débauche un asile et le mystère) facilite la corruption, la séduction, la prostitution, le concubinage et l'adultère, et jette nécessairement, inévitablement tous les désordres dans les ménages et dans les familles. Mais aucun de ces vices n'existe plus dans l'organisation sociale de la Communauté, et par conséquent aucune des accusations qu'on peut accumuler contre la famille d'aujourd'hui ne peut plus s'adresser à la famille dans la communauté. Le système social actuel d'inégalité vicie et empoisonne tout, le système futur d'égalité purifie et perfectionne tout; et dans la famille, sous la communauté, nous ne voyons aucun inconvénient, aucun, absolument aucun.

La famille purifiée et perfectionnée par le Communisme est la combinaison et l'institution la plus conforme à l'ordre, à l'harmonie, à la concorde, à la fraternité dans la société, à la dignité de la femme à son bonheur comme au bonheur de l'homme et des enfants » (1).

(1) *Propagande communiste.*

III

On s'étonne qu'un homme dont la logique n'a pas respecté la propriété privée ait reculé devant cette autre conséquence de l'égalitarisme : l'abolition de la famille. Cabet n'ignorait pourtant aucune des raisons qui justifient cette mesure aux yeux des communistes, puisqu'il avait lu tous les écrits de ses devanciers. Comment donc expliquer cette défaillance d'un logicien si hardi ?

Il paraît assez probable qu'en ménageant les idées de son temps sur ce point, il se conformait à cette règle de tactique qu'un homme d'Etat devait ainsi formuler : il faut sérier les questions. Sa réponse aux communistes dissidents de l'Humanitaire permet du moins de le supposer.

A peine, en effet, avait-il proclamé que rien n'était plus sacré pour les Icariens que la fidélité conjugale, qu'ils considéraient le mariage comme la base de l'ordre dans la nation et que leur République avait « tout disposé pour que le concubinage et l'adultère fussent matériellement impossibles » que des clameurs s'élevèrent parmi les communistes parisiens, indignés des tendances rétrogrades de leurs coreligionnaires d'Icarie. Un journal fut fondé, l'*Humanitaire*, qui dénonça l'illogisme de Cabet et affirma la nécessité

d'obliger les citoyens à faire plusieurs fois le tour du monde pour les empêcher de se créer un foyer.

Cabet répondit à ses amis dans le *Populaire* et dans une brochure qui porte le titre très suggestif : *Propagande communiste ou question à discuter et à soutenir ou à écarter*. Il expliqua aux communistes dissidents que la question primordiale pour le parti était l'organisation de la propagande, et que tout devait lui être subordonné jusqu'à la conquête du pouvoir. « Or, continuait-il, la propagagande est bien plus facile quand elle n'embrasse qu'un petit nombre de questions simples, claires, sur lesquelles tout le monde est d'accord.

La prudence conseille donc de réduire les questions au plus petit nombre possible, aux questions absolument essentielles sans lesquelles la Communauté ne pourrait pas exister et d'ajourner toutes les questions secondaires pour le moment où les communistes seront nombreux et où la discussion de ces questions secondaires n'aura plus d'inconvénients. Il est impossible de ne pas discuter la question de propriété parce que avec la propriété individuelle telle qu'elle est constituée, il ne peut y avoir de communauté. Mais la question de la famille par exemple est une question secondaire qu'il ne faut pas discuter ; et toutes les raisons se réunissent pour interdire cette discussion. C'est une question secon-

daire et non une question essentielle ; car, quand même il serait vrai que la Communauté sans famille fût plus parfaite que la Communauté avec la famille, il n'en serait pas moins vrai et pas moins incontestable que la Communauté peut exister dans les deux cas et que la question de savoir s'il faut supprimer ou conserver la famille dans la Communauté n'est qu'une question de plus ou de moins de perfection dans cette Communauté (1). »

N'est-on pas amené, en lisant ces lignes, à se demander si Cabet lui-même n'a pas pratiqué — en prenant parti momentanément pour la famille et le mariage — la tactique qui consiste à ajourner les questions secondaires de nature à entraver la propagande ?

Il est vrai qu'il n'a pas cessé, durant sa longue carrière, d'affirmer son attachement à la famille ; il est exact qu'il a toujours protesté avec indignation contre ceux qui semblaient le confondre avec les cyniques rédacteurs de l'*Humanitaire*.

Et pourtant, nous inclinons à lui prêter une arrière-pensée. Ne conseille-t-il pas à d'autres de ne pas conformer leur attitude à leurs convictions ? Ne savons-nous pas qu'il ne croyait pas toujours bon de

(1) *Propagande Communiste ou Questions à discuter et à soutenir ou à écarter.*

mettre le public au courant de toutes ses idées (1) ?

Enfin quoi de moins vraisemblable que la croyance d'un communiste aussi réfléchi que Cabet à l'excellence d'une institution dont il est si facile de voir qu'elle serait un germe de mort pour la Communauté ?

(1) *Lettre de Dezamy à Cabet*. « Vous m'apprîtes que vous étiez communiste, et à une question que je vous adressai, vous me dîtes aussi que vous étiez matérialiste, mais vous me priâtes de n'en point parler. »

CHAPITRE VI

RÉGIME TRANSITOIRE

Un système de réorganisation sociale n'est pas complet, s'il se borne, après avoir critiqué la société présente, à décrire le plan de la société future. Il faut encore qu'il indique les moyens de passer de l'une à l'autre. Un but final étant proposé aux efforts de ceux que révolte l'injustice sociale, il faut préciser la tactique qui les rendra efficaces.

Comment donc transformer le rêve en réalité ?

Cette question qui se pose aux rénovateurs sociaux se dédouble aussitôt.

Il faut d'abord s'emparer de l'Etat : par quels moyens donc y arrivera-t-on ? par la persuasion ou par l'insurrection ?

Il faut ensuite modifier le régime de la propriété :

Quel usage fera-t-on du pouvoir une fois conquis? expropriera-t-on brutalement les propriétaires, ou bien tiendra-t-on compte des droits acquis et ménagera-t-on les préjugés et les idées reçues ?

L'objet de ce chapitre est la recherche des réponses faites par Cabet à ces deux questions.

I

La question de la méthode à suivre pour conquérir le pouvoir a toujours divisé les socialistes. Les uns, confiants dans la vertu de la propagande, s'en tiennent à l'action légale ; les autres, accusant celle-ci d'impuissance, considèrent l'émeute comme la préface nécessaire d'une réorganisation sociale.

Il semble à première vue qu'il faille classer Cabet dans la seconde catégorie, puisque la Communauté a été établie en Icarie par la violence. Mais l'ancien chef de la Charbonnerie s'était vite lassé des conspirations et des coups de force, et si nous examinons sa conduite ou ses écrits, il apparaît depuis 1830 comme l'homme le plus pacifique du parti républicain. Nous avons signalé son action temporisatrice au cours des journées de Juillet, lorsqu'il empêcha ses amis de remonter sur les barricades. Dans les années suivantes, nous le voyons sans cesse s'opposer aux prises d'armes préparées par les sociétés secrètes.

Et d'autre part, il ne cesse dans le *Populaire* de recommander à ses amis de prêcher et de propager leur doctrine parce que — « la communauté ne peut s'établir, comme le Christianisme ne s'est autrefois établi, que par la puissance de l'Opinion publique » et parce que si un parti seulement, si une minorité courageuse s'emparait du gouvernement et tentait d'imposer ses idées à la majorité, ce serait de l'injustice, de la tyrannie, de la démence.

A la vérité, Cabet n'était pas au fond si scrupuleux, et l'aveu lui en échappait parfois : « Il n'est pas un homme de cœur qui puisse dire : Je ne serai jamais révolutionnaire (1). » Ce qui le déterminait à la paix, c'était avant tout la situation de son parti, et le peu de chance qu'aurait offerte une tentative à main armée contre un gouvernement appuyé par l'opinion, par les militaires et par la police. Une émeute aurait été écrasée et broyée, elle aurait augmenté la faiblesse des démocrates et la force du trône. Mais, si les circonstances s'étaient modifiées et eussent fait apparaître une chance de succès, Cabet aurait volontiers changé de tactique : « Tout le monde approuve et admire certaines révolutions, tout le monde déclare la Révolution sainte et sacrée dans certaines circonstances. Pour nous personnellement, si Juillet 1830 reparaissait, personne ne serait plus révolutionnaire,

(1) *Populaire*, 25 avril 1847.

comme personne ne le serait davantage encore dans toutes les circonstances où la Révolution serait commandée par l'opinion publique et la volonté nationale (1) »

Il semble donc que Cabet ait varié sur la forme de la lutte, mais il pencha de plus en plus pour la propagande légale. Vivant dans une société où le ton était donné à l'opinion par les classes censitaires, où le seul mot de communisme évoquait l'idée d'une démagogie en délire, il redoutait d'alarmer les masses qu'il fallait convertir. Pour cela il s'appliquait à montrer ses idées sous leur aspect le moins révolutionnaire. Il ne se lassait pas d'avertir le public que les violents, les Ultra-Communistes, apôtres des moyens incendiaires n'étaient pas les véritables représentants de la doctrine.

Nous avons vu de quelle concession cette tactique le rendit capable sur la question de la famille. Sur celle de la conquête du pouvoir, il devint si conciliant, si ami des formes légales et parfois si évangélique qu'il sembla oublier l'idée de la lutte des classes affirmée avec tant de vigueur dans ses premiers écrits.

(1) *Populaire*, 25 août 1847.

II

La partie la plus originale de l'œuvre de Cabet est, de l'avis de tous, son plan d'un régime transitoire. C'est aussi celui de Cabet qui répète souvent que l'idée d'un système transitoire est ce qui distingue éminemment et essentiellement son esprit et son plan de tous ceux que les Philosophes avaient anciennement imaginés (1).

L'idée de faciliter le passage d'une société individualiste à une société communiste est d'autant plus digne de remarque que la notion d'évolution n'avait pas encore pénétré les esprits à l'époque où Cabet traçait son plan de communauté, et qu'au contraire rien ne paraissait plus naturel que le bouleversement le plus complet aux acteurs de tant de Révolutions. Il est vrai que celles qu'ils avaient faites étaient d'ordre politique.

La constitution politique d'une nation lui est en quelque sorte étrangère, on peut y toucher sans que l'organisme soit atteint.

Le siècle dernier nous a permis de mesurer combien faible était la répercussion des modifications constitutionnelles sur la vie profonde du peuple. Dans les plus grandes Révolutions du droit public,

(1) Le Décret économique de Babeuf avait établi un régime transitoire.

la masse de la nation ne voit que l'arrivée d'une nouvelle équipe au sommet de la hiérarchie administrative.

Il n'y eut donc presque rien de changé dans la vie du paysan du jour où il fut appelé à voter ; mais quel trouble, quelles révoltes, si on lui ôtait la faculté d'acquérir un lopin de terre, de l'arrondir, de le transmettre à ses enfants !

Nos actes, nos intérêts, nos pensées ont un lien étroit avec l'ordre social et il en résulte pour lui une triple garantie dans nos habitudes, nos sentiments et nos préjugés. Les réformateurs qui se proposeront de substituer la propriété sociale à la propriété privée feront donc bien de tenir compte de ces forces s'ils ne veulent pas que leur œuvre soit encore plus précaire que hardie.

Icar l'a reconnu et c'est pourquoi il se prononce contre l'établissement immédiat de la Communauté. « Les riches et les propriétaires (les petits comme les gros) se trouveraient infailliblement blessés dans leurs habitudes et leurs préjugés : leur enlever leurs biens, même en leur en donnant d'autres, serait peut-être aussi insupportable pour eux que tenter de leur arracher la vie ; ce serait les rendre malheureux, contre le but même de la nouvelle société ; ce serait aussi les pousser au désespoir et à la résis-

tance, entraver et compromettre la régénération sociale (1). »

Il y a du reste une autre raison de ne pas brusquer l'application de la Communauté que la résistance des habitudes et des préjugés, et c'est qu'on ne peut pas improviser du jour au lendemain toutes les pièces nécessaires au montage de la machine.

La doctrine communiste n'est jusqu'ici qu'une formule, qu'il s'agit maintenant de faire passer dans les faits et pour cela de traduire en lois, en règlements. D'autre part, les citoyens, « paralysés par la tyrannie, n'ont peut-être pas assez généralement les habitudes et les qualités nécessaires pour commencer l'entreprise sans en compromettre le succès ». Enfin la réalisation complète de la Communauté suppose toute une organisation matérielle dont l'installation est une œuvre de longue haleine. « L'exécution immédiate paraissait physiquement impossible à Icar, attendu qu'il y aurait un travail immense par exemple, pour construire et fournir à toutes les familles des habitations convenables et semblables. »

(1) *Voyage en Icarie*, p. 343.

III

Ce qui caractérise le régime transitoire, c'est le maintien provisoire de la propriété —, la Communauté étant, d'autre part, proclamée en principe. Il est essentiel que cette proclamation soit faite, car toute l'orientation politique en dépend. On veut bien ménager les riches et on leur donne cinquante ans de répit, mais il doit être entendu dès maintenant que le régime de la propriété privée touche à sa fin et toutes les lois tendront à la préparer.

Le premier article du projet d'organisation sociale transitoire stipule donc : « Le système de l'égalité absolue, de la Communauté de biens et de travail *obligé* ne sera complètement, parfaitement, universellement et définitivement appliqué que dans cinquante ans. »

Les articles suivants contiennent les mesures de transaction avec les riches : Article 2. « Pendant ces cinquante ans le droit de Propriété sera maintenu et le travail restera libre et non obligatoire. »

Article 3. « Les fortunes actuelles seront respectées, quelque inégales qu'elles soient. »

Article 4. « Tous les propriétaires existant aujourd'hui continueront à conserver leurs propriétés. Il ne pourra être fait de changements que pour les suc-

cessions, les donations et les acquisitions futures ».

Article 5. « Aucun des individus actuellement âgés de quinze ans ne sera obligé de travailler quand la Communauté commencera. »

Ces concessions paraissent du reste rendues illusoires par la suite du projet.

En effet les lois ayant désormais pour but d'accroître l'égalité par le jeu de l'impôt, le régime transitoire semble devoir être surtout un régime de confiscations et les promesses contenues dans les premiers articles sont oubliées dans les derniers.

« A partir d'aujourd'hui, dit l'article 6, toutes les lois auront pour but de diminuer le superflu, d'améliorer le sort des pauvres, et d'établir progressivement l'Egalité en tout. La richesse et le superflu seront donc imposés progressivement. La pauvreté, les objets de première nécessité et le travail seront affranchis de tout impôt. » (Articles 8 et 9).

Le montant de cet impôt sera de plus en plus élevé car les dépenses de l'Etat augmenteront à mesure que l'on approchera du régime communiste.

Article 11. « Toutes les fonctions publiques seront rétribuées. »

Article 13. « Le salaire de l'ouvrier sera réglé, et le prix des objets de première nécessité sera taxé, de manière que chaque cultivateur, chaque ouvrier et chaque propriétaire puisse vivre convenablement

avec le produit de son travail et de sa propriété. »

Article 14. « Cinq cents millions au moins seront consacrés, chaque année, à fournir du travail aux ouvriers et des logements aux pauvres. »

Article 23. « Cent millions, s'ils sont nécessaires, seront consacrés chaque année à l'instruction. Rien ne sera ménagé pour avoir tous les professeurs indispensables. La République leur fournira l'aisance pour eux et leurs familles, et les considérera comme les plus importants de ses fonctionnaires publics. »

IV

Proclamation du principe de la Communauté, maintien provisoire de la propriété, impôt progressif : telles sont les eléments essentiels du projet imaginé par Cabet pour faciliter la transition du régime de propriété privée au régime communiste.

Il est évident qu'une telle combinaison n'a de modération qu'à la surface et que ses dispositions ne correspondent pas au but qui lui était assigné.

L'impôt progressif, s'il devait subvenir aux charges indiquées par Cabet, n'effrayerait pas moins les propriétaires que la suppression pure et simple de leurs titres.

Néanmoins il faut louer Cabet d'avoir compris la lenteur nécessaire des transformations sociales.

On aurait tort d'adresser des critiques de détail à un projet qui, dans l'esprit de son auteur, n'était qu'un modèle : ce qu'il faut retenir, c'est l'idée génératrice de ce projet, c'est la conception évolutionniste qui s'y trouve incluse et dont l'application n'avait pas été faite encore en dehors du domaine des sciences naturelles, c'est enfin l'avertissement précieux à un prolétariat enflammé par les succès rapides dans sa lutte contre l'ordre politique, qu'il devra apporter dans sa lutte contre l'ordre social moins de qualités héroïques peut-être, mais plus d'esprit de suite et plus de patience.

CHAPITRE VII

LA RÉFUTATION DES OBJECTIONS

Cabet, idéologue passionné, crut toujours à l'influence prépondérante des idées. De là l'ardeur qu'il apporta à la propagande de sa doctrine, et le souci constant de rechercher les objections des adversaires, comme si leur réfutation eût dû lever tous les obstacles.

La moitié de ses brochures et un grand nombre d'articles du *Populaire* sont composés de réponses aux attaques des revues ou des journaux anticommunistes.

La seconde partie du *Voyage en Icarie* est dans son ensemble une œuvre de polémique, dont l'intérêt serait grand si l'on ne considérait que les sujets traités. Elle contient une réfutation des objections,

un résumé des opinions des Philosophes sur l'Egalité et la communauté et un abrégé de l'histoire universelle.

I

La réfutation des objections est faite par un partisan de la Communauté, le professeur icarien Dinaros, dans une discussion publique qui a lieu devant lord Carisdall (1).

Une analyse complète du débat serait fastidieuse, car les arguments échangés ne sont pas dépourvus de puérilité.

Du reste les objections faites au communisme se ramènent à deux : on lui reproche d'enlever à l'activité productive son stimulant nécessaire, et d'autre part d'être incompatible avec la liberté. Nous avons vu, en étudiant l'organisation sociale d'Icarie, comment Cabet répondait au premier grief; nous n'examinerons donc maintenant que sa défense contre la seconde accusation.

« Elle est, dit-il, la plus grave de toutes (2). » Et il faut reconnaître que les institutions icariennes ne sont pas de nature à rassurer les libéraux. Nous ne parlerons pas ici des entraves au choix des professions, ni

(1) *Voyage en Icarie*, p. 371-407.
(2) *Voyage en Icarie*, p. 403.

de l'obligation légale du travail, ni des multiples gênes apportées à la vie économique. Mais, par une suite naturelle, l'activité politique, intellectuelle, religieuse est elle-même ligottée comme elle ne le fut jamais sous aucun despote.

Les journaux icariens sont rédigés par des fonctionnaires élus par le peuple ou ses représentants, et ils ne contiennent que des récits et des faits sans aucune discussion de la part du journaliste (1), la liberté n'étant nécessaire que contre les Aristocraties et les Royautés. Les pièces de théâtre « sont toutes commandées ou acceptées par la République (2). » La République seule fait imprimer des livres et elle ne fait imprimer que « les bons ouvrages. »

Un concile réuni par Icar et composé de prêtres, de professeurs, de savants, a fixé les croyances du peuple icarien et a décidé à l'unanimité qu'il y avait un Dieu, mais qu'il était inconnu (3).

Telles étant les entraves de la Communauté, comment Cabet peut-il se déclarer libéral ? C'est, nous dit-il, que le mot liberté est infiniment complexe, trop vague et trop indéfini. « Sans doute la Communauté impose nécessairement des gênes ; car sa principale mission est de produire la richesse et le bonheur ; et

(1) *Voyage en Icarie*, p. 198.
(2) *Voyage en Icarie*, p. 225.
(3) *Voyage en Icarie*, p. 170.

pour qu'elle puisse éviter les doubles emplois et les pertes, économiser et décupler la production agricole et industrielle, il faut de toute nécessité que la Société concentre, dispose et dirige tout ; il faut qu'elle soumette toutes les volontés et toutes les actions à sa régle, à son ordre et à sa discipline... La passion aveugle pour la liberté est une erreur, un vice, un mal grave, né de la haine violente qu'excitent le despotisme et l'esclavage ; c'est l'excès de la tyrannie qui jette dans l'excès de l'amour de l'indépendance, c'est la réaction qui lance à l'extrémité opposée... Mais la Raison fait entendre aux Peuples les plus jaloux de Liberté que la Liberté n'est ni la licence, ni l'anarchie, ni le désordre, et qu'elle doit être limitée dans tous les cas où le demande l'intérêt de la Société constaté par le jugement populaire... La Communauté a beaucoup de lois, dites-vous ! — Et la Propriété flanquée de la Monarchie, n'en a-t-elle pas ? La Communauté gêne la Liberté ! — Et la Monarchie ?... Vous permet-elle de faire tout ce que vous voulez ? Vous laisse-t-elle la Liberté de votre personne, de votre domicile, de vos enfants, de vos biens, de vos actions, de vos pensées même, et de vos croyances, de vos sentiments et de vos espérances ? La misère laisse-t-elle à la masse des misérables la Liberté d'avoir le nécessaire et l'utile ?

Il n'est pas une entrave apportée par la Commu-

nauté qui ne le soit par la propriété, et plus grave, capricieuse, déraisonnable, vexatoire, tyrannique !... Dans la Communauté, c'est la société tout entière, c'est le Peuple tout entier qui fait ses lois, même ses mœurs, ses usages, son opinion publique ; et il les fait toujours d'après la Nature et la Raison, toujours dans son intérêt, toujours du consentement général, après une discussion qui montre à tous les avantages du projet proposé : et ces lois, toujours consenties et voulues, sont toujours exécutées avec plaisir et même avec un sentiment de fierté... Et dans le système de la Propriété, sous l'Aristocratie ou la Monarchie... !!! Non, non ; c'est la Communauté et la Démocratie, l'Egalité parfaite et le Bonheur, l'ordre et la paix qui sont la Liberté ! La Propriété, l'inégalité, la misère, ne peuvent enfanter que l'oppression et l'esclavage !... Et tous les amis de la Liberté doivent vouloir la Communauté ! » (1)

En somme, Cabet immole complètement la liberté à l'égalité, et bien qu'il paraisse soucieux du reproche qui lui est adressé sur ce point, bien qu'il conserve les trois termes de la devise révolutionnaire sur la couverture de son livre, c'est le plus aisément du monde qu'il accomplit ce sacrifice.

(1) *Voyage en Icarie*, pages 403, 404, 405.

II

Les deux objections, dont nous avons parlé, sont faites surtout par les esprits cultivés. Cependant les masses étaient réfractaires à la propagande de Cabet ; elles étaient même hostiles au communisme. Elles avaient l'impression de quelque chose d'impraticable, sentiment d'autant plus difficile à détruire que l'origine en était plus obscure. Dans la résistance qu'il rencontrait dans les milieux mêmes qui semblaient devoir être les plus favorables à sa doctrine, Cabet perçut très bien ce qu'il y avait de docilité, de respect des idées officielles ; il estima que la confiance dans l'opinion des hommes célèbres contribuait à la formation du préjugé anticommuniste. Il pensa que le peuple dont il flattait les passions, s'empresserait d'acclamer en lui un nouvel Icar, si on lui montrait que tous les grands esprits s'étaient orientés vers le communisme, quand ils n'y avaient pas expressément adhéré.

Cette analyse de la mentalité populaire lui inspira le très long chapitre de la partie doctrinale de son livre, par lequel il veut prouver que contrairement à l'opinion courante, la plupart des philosophes ont été égalitaires et même communistes. La démonstration ne manque pas de simplicité : L'écri-

vain dont l'œuvre renferme une page favorable à la démocratie, l'orateur ayant prôné l'égalilé d'une façon plus ou moins vague, l'homme d'Etat ayant affirmé l'existence de questions sociales sont enrôlés par Cabet dans la phalange communistes, qui se trouve ainsi accrue de J -B. Say, de Royer-Collard et de M. Guizot, après quoi il termine par cette apostrophe : « Je vous le demande, adversaires de la Communauté, direz-vous encore que cette Communauté et l'Egalité n'ont en leur faveur aucune autorité puissante, quand vous en voyez tant, des plus respectables en faveur de la Communauté et quand vous voyez le monde philosophe et savant proclamer l'Egalité » (1).

Mais c'est surtout dans Jésus que Cabet tient à voir un devancier. Il ne se lasse pas de répéter que la Communauté est la même chose que le Christianisme dans la pureté de son origine. Il développa cette thèse dans une série d'articles du *Populaire* qu'il réunit en volume (2). On devine aisément l'argumentation sur laquelle il la fit reposer ; n'a-t-elle pas servi et ne sert-elle pas encore à bien des esprits superficiels ?

Quelques paroles du Christ et des Pères de l'Eglise, quelques passages des Actes des apôtres, telles sont les

(1) *Voyage en Icarie*, p. 327.
(2) *Le Véritable Christianisme* (1847).

bases d'une opinion qui a été bien des fois réfutée (1). Il faut laisser aux exégètes les discussions savantes sur le sens réel de l'expression : « Royaume de Dieu » dans la bouche du Christ. Ce qui est certain, c'est que nul moins que Cabet n'avait le droit d'assimiler le communisme au christianisme car l'essence de ce dernier est l'esprit d'humilité et d'abnégation, tandis que la préocupation dominante, exclusive de Cabet, est la satisfaction du bien-être et la meilleure répartition des biens entre les convoitises individuelles (2).

Quelle que fût la valeur de ses réfutations, l'ardeur qu'apporta Cabet dans sa lutte contre les préjugés anticommunistes ne fut pas stérile. Il était parvenu, vers la fin du règne de Louis-Philippe, à grouper un nombre assez considérable de disciples ; la clarté de ses exposés séduisait les hommes du peuple, son journal était très lu dans les ateliers. Des ouvriers se cotisaient pour acheter le *Voyage* et se réunissaient le soir pour en entendre la lecture. Mais le plus grand succès qu'obtint Cabet fut de décider plusieurs centaines de prolétaires à franchir l'Océan pour tenter en Amérique la réalisation de l'Icarie.

(1) Voir Sudre, *Histoire du Communisme* (1856), pages 38 et suiv.

(2) H. Michel. *L'idée de l'Etat* : « Un trait frappe surtout quand on lit le *Voyage en Icarie* : C'est l'importance prépondérante attribuée par Cabet aux mesures qui peuvent rendre la vie commode et agréable. L'organisation du plaisir, celles du confort et de l'hygiène remplissent la première partie du livre. »

TROISIÈME PARTIE

La Réalisation d'Icarie

LA RÉALISATION D'ICARIE

En 1847, Cabet proposa à ses disciples d'aller fonder une colonie communiste en Amérique. Il semble que cette tentative héroïque lui ait été inspirée par le découragement où l'avait jeté la situation de son parti en butte aux persécutions du pouvoir et par la certitude de plus en plus forte qu'il ne réussirait pas à faire en France l'essai de son système.

Il ne fallait pas compter sur la Révolution qu'il avait de plus en plus répudiée en principe, mais qu'il n'avait pas cessé de souhaiter. Le parti au pouvoir était dans toute sa force, du moins en apparence ; tandis que les révolutionnaires, insuffisamment armés, étaient paralysés par leur indiscipline et leurs divisions. Une émeute serait probablement écra-

sée et coûterait au peuple d'innombrables victimes.

Du reste, en cas même de succès, le peuple n'était-il pas encore trop ignorant pour faire reconnaître ses droits ? N'assisterait-on pas à un nouvel escamotage de sa victoire par les ambitieux de la bourgeoisie démocratique ?

Devrait-on attendre davantage de la propagande légale ? Mais elle se heurtait à une conspiration universelle et aux persécutions les plus rigoureuses. Toutes les puissances sociales étaient liguées contre la petite phalange des propagandistes communistes quotidiennement dénoncés comme des assassins, des incendiaires et des monstres.

Traqués par la police, poursuivis sous tous les prétextes, ne jouissant ni de la liberté d'association, ni de celle de réunion. Cabet et ses amis se voyaient jeter l'anathème par les magistrats, par les évêques et par les hommes politiques.

Du moins parmi ces derniers, les malheureux communistes pouvaient-ils espérer plus de ménagement de la part des démocrates et des réformistes ?

Puisque Cabet leur apportait son concours dans la campagne en faveur du suffrage universel, ceux-ci ne lui devaient-ils pas sinon une alliance avouée, du moins un peu de bienveillance, la reconnaissance de le droiture de ses intentions et de son amour du peuple ? Hélas, les Démocrates étaient les plus

acharnés contre lui. Soucieux de n'être pas confondus avec leurs voisins de gauche, ils ne laissaient échapper aucune occasion de les accabler.

Le *National,* journal des républicains; se montrait particulièrement féroce ; Ledru-Rollin, le principal orateur du parti, ne flétrissait pas les doctrines subversives de l'ordre social avec moins d'énergie que M. Guizot.

Déçu dans tous ses espoirs, écœuré par les trahisons et les lâchetés, convaincu de l'inutilité de ses efforts et de ses sacrifices s'il continuait à les prodiguer dans son ingrate patrie, Cabet conçut donc le dessein de réaliser son rêve dans quelque pays vierge où ne le poursuivrait pas la coalition des privilégiés. Le 9 mai 1847, il rappelait à ses amis les paroles de Jésus à ses apôtres : « Si l'on vous persécute dans une ville, retirez-vous dans une autre, » et il ajoutait : « Suivons donc son conseil, et puisqu'on nous refuse tout droit, toute liberté de discussion et de propagande pacifique, allons chercher ailleurs notre dignité d'homme, nos droits de citoyens et la Liberté et l'Egalité. Allons en Icarie ! » Et il se mit à leur exposer son plan. Il ne s'agissait pas, d'abord, d'une petite émigration, d'un essai partiel. « Si nos calculs ne nous trompent pas, si nos prévisions ne sont pas illusoires, nous pouvons compter sur dix ou vingt mille Icariens qui pourront et voudront partir et

bientôt nous en compterons cent mille et peut-être des millions ; c'est une armée d'industriels de toutes les professions qui viendra fonder avec nous un Peuple et une Nation. »

Cabet faisait valoir qu'on ne partirait pas au hasard, mais avec un projet mûrement préparé, toutes les questions ayant été examinées et discutées. « Nous appellerons à notre aide toutes les lumières, tous les avis, toutes les expériences de tous les savants et de tous les amis de l'humanité. Et nous immortaliserons nos bienfaiteurs en donnant leurs noms à nos villes, à nos villages, à tous nos monuments ! ».

Cette tentative présentait du reste l'avantage d'éviter le Régime Transitoire. « Du premier coup, ce sera la perfection en tout. Ici en France, la plus forte objection qu'on nous fait est celle-ci : Comment pouvez-vous jamais enter une nouvelle société sur une société vieillie, avec ses préjugés, ses habitudes, ses innombrables obstacles ? Mais là bas, rien de pareil, campagne rase, taille en plein drap !

Ici, que de temps ne s'écoulera pas avant que le pouvoir soit communiste, ou seulement démocrate et populaire ! Que de temps ensuite pour la transformation ! Que de temps enfin avant que la Communauté soit complètement réalisée ! Là-bas, la Communauté commence à l'instant ! » (1).

(1) *Populaire*, 1847.

Ces propositions furent accueillies avec enthousiasme dans les milieux communistes. Des milliers d'individus se déclarèrent prêts à partir, un nombre beaucoup plus petit offrit un concours financier.

Tout en continuant sa propagande, Cabet s'adonna dès lors à l'immense tâche des préparatifs. Il fallait d'abord fixer le lieu de l'établissement. Cabet choisit le Texas, où une compagnie de colonisation lui offrait plus d'un million d'ares de terres à très bon marché, situées le long de la rivière Rouge. La contrée, composée de bois et de prairies, était réputée salubre, son climat ressemblant à celui de l'Italie.

D'autre part, l'Apôtre de la fraternité ne crut pas devoir accueillir tous les disciples qui demandaient à le suivre. Des conditions d'admission furent fixées et un comité institué pour statuer sur les demandes. Nous n'énumérerons pas toutes les qualités requises par Cabet chez les fondateurs de la société nouvelle : il y en a plus de quarante. Mais il est bon de noter au passage cette sorte de conseil de révision, qui marquait pour les néo-Icariens leur passage au service industriel du futur Etat. Si l'entreprise échoue, les communistes ne pourront prétendre que toutes les circonstances leur étaient défavorables.

On exigea en premier lieu du candidat colon la connaissance des écrits du maître et la déclaration qu'il adoptait complètement le système Icarien. Il

devait être connu comme laborieux et tempérant, exercer une industrie utile, jouir d'une bonne santé, n'être pas trop âgé, s'engager à se marier dès qu'il le pourrait. Il lui fallait non seulement abandonner à la Communauté tout ce qu'il possédait au moment du départ, ce qui allait de soi ; mais encore faire un apport d'au moins quatre cents francs en sus de son trousseau.

Les conditions de l'admission se multiplieront après la fondation de la colonie, en même temps que les difficultés de réalisation.

Cependant dès qu'il eut réuni cent cinquante Icariens, Cabet leur fit admettre un projet de Constitution.

Il fut décidé que plusieurs d'entre eux précèderaient le gros des émigrants, pour leur préparer les logements et la nourriture à leur arrivée.

La première avant-garde, comprenant soixante-neuf hommes, partit le 3 février 1848. A peine était-elle débarquée à la Nouvelle-Orléans que le découragement s'emparaît de quelques-uns, parmi lesquels le médecin de l'expédition. Ils refusèrent d'aller plus loin.

Les autres continuèrent leur marche, mais arrivés à Shreveport, ils découvrirent que la rivière Rouge — contrairement aux affirmations des guides — n'était plus navigable au-dessus, et comme ils trou-

vaient là un vaste terrain, le plus sage eût été d'y rester. Malheureusement l'un d'eux — que Cabet dénonça plus tard comme un traître et un agent des Jésuites — les persuada de pousser plus loin et d'atteindre, coûte que coûte, la concession d'abord assignée comme lieu d'établissement de l'Icarie. Il fallut faire un long voyage, à travers les forêts désertes, sans voiture et sans matériel. Le défrichement de la concession, entrepris pendant la chaleur, acheva de les épuiser, et bientôt la fièvre enlevait à la petite troupe ses membres les plus laborieux.

Mais elle n'était pas au bout de ses malheurs. Elle avait compté qu'elle serait suivie, à bref délai, par une série de groupes d'émigrants venant la renforcer et lui apporter de nouvelles ressources. Ce fut la nouvelle de la Révolution de février qui arriva, et du retard apporté par elle au départ des expéditions d'Icariens.

« Si le salut de la Révolution était assuré, déclarait alors le *Populaire*, nous ne nous occuperions plus que du départ pour Icarie ; mais les dangers de la patrie, qui ne nous permettent pas d'abandonner ici nos frères pour ne penser qu'à nous, ne nous laissent plus notre ancienne liberté d'action. Nous ne pourrons faire partir en avril qu'un petit nombre de nos amis. »

Décimée et sans ressources, la première avant-

garde revint à la Nouvelle-Orléans ; de nouvelles divisions se produisirent, il y eut des dissidents qui traitèrent Cabet d'escroc et prêchèrent le retour en France. Lorsque ces événements furent connus du maître qui venait d'échouer à deux reprises aux élections à la Constituante, il se décida enfin à partir. Il arriva le 19 janvier 1849 à la Nouvelle-Orléans, où la masse des émigrants restée fidèle l'attendait dans une maison commune. Dès le 21, ayant convoqué une assemblée générale, il demanda quels étaient ceux qui voulaient se retirer, et comme un émigrant l'accusait d'avoir trompé et abandonné les deux premières avant-gardes, le chef de la démocratie icarienne répondit « qu'il considérait ces accusations comme une révolte, comme de l'anarchie et qu'il n'acceptait aucun reproche. »

Après deux jours de discussion, la grande majorité s'étant décidée à persévérer, on décida de partir pour Nauwoo (Illinois), ville abandonnée par les Mormons. Ils y arrivèrent le 15 mars.

Près de cinq cents personnes étaient parties pour l'Amérique depuis février 1847 : il n'y en avait plus que deux cent quatre-vingts autour de Cabet, au moment où commença vraiment la tentative de communauté, qui devait couronner sa vie.

Arrivé à Nauwoo, il acquit à vil prix le temple des Mormons, grand bâtiment à usage d'hôtel-de-ville.

une immense place devant cet édifice, et un certain nombre de maisons avec jardins et terres cultivables.

Les circonstances au milieu desquelles débutait l'entreprise étaient en somme très favorables. Nous avons vu que le personnel avait été soumis à un examen minutieux. Mais voici que la communauté trouvait à sa disposition une ville en excellent état, dont elle prenait possession presque sans bourse délier En outre, « la contrée de Nauwoo est d'une fertilité prodigieuse : la terre arable y possède plusieurs mètres de profondeur, les prairies environnantes fournissent le fourrage en abondance, le combustible et les bois de charpente ne coûtent que la peine de les couper et prendre dans les nombreux îlots du fleuve. Enfin les objets d'alimentation : thé, café, sont à très bon marché ; les bœufs se vendent trente francs la paire (1). »

Telles étaient les conditions dans lesquelles allait être tenté l'essai des idées politiques et sociales exposées dans le *Voyage en Icarie*.

La Constitution que Cabet avait fait adopter instituait au sommet un pouvoir législatif exercé par tous les adhérents, âgés de vingt ans, réunis en Assemblée générale, et au-dessous une gérance chargée de l'exécution des lois. La gérance était

(1) *Voyage d'un Autunois en Icarie*, Autun, 1898.

d'abord unique et décennale, mais au mois de février 1850, elle devint, sur la proposition de Cabet lui-même, multiple et annuelle. Elle se composa dès lors de six membres dont les attributions furent ainsi réparties :

1° Présidence: Surveillance et direction générale ;

2° Direction des finances et de la nourriture ;

3° Direction du logement et du vêtement ;

4° Direction de l'éducation, de la santé et des divertissements ;

5° Direction de l'industrie et de l'agriculture ;

6° Direction du secrétariat et de l'imprimerie.

Cabet resta président. L'organisation sociale fut absolument conforme au programme communiste : la Communauté étant seule propriétaire, les salaires et traitements inconnus, le travail obligatoire, sous des peines allant du blâme à l'exclusion.

Le travail s'effectuait autant que possible dans les ateliers ; mais que les ouvriers fussent réunis en ateliers ou dispersés par petits groupes, ils étaient sans cesse surveillés par un directeur élu par ses pairs.

Les heures de travail, d'entrée, de sortie étaient rigoureusement fixées. Les ateliers de Nauwoo ne produisaient d'abord qu'en vue des besoins du personnel : on se vit obligé, pour subvenir aux achats de bétail et de matière première, de créer à St-Louis un petit atelier de tailleur avec magasin.

Les repas se prenaient en commun, le menu en était simple et peu varié. « Trois rangées de tables, raconte un visiteur de la Communauté, reçoivent tous les citoyens aux trois repas du jour répartis de la manière suivante : déjeuner à huit heures, dîner à une heure, souper à six heures. Cabet ne manquait jamais de figurer à ces agapes. Confondu sur une banquette avec ses disciples des deux sexes, moins les enfants qui mangeaient à l'école, il avait refusé le privilège d'un fauteuil qu'on lui offrait pour ne pas enfreindre les règles d'une égalité parfaite (1) ».

Chaque famille disposait d'un logement convenable, les enfants des deux sexes étaient élevés en commun et recevaient tous la même instruction.

Enfin Cabet, qui avait interdit l'usage du vin et du tabac, avait organisé pour son peuple des plaisirs sévères sinon variés.

L'article 109 de la Constitution avait établi une religion d'Etat : « La Communauté Icarienne adopte pour religion le Christianisme primitif. » A la vérité, la religion était totalement absente de ce groupement de révolutionnaires parisiens. Si l'on se réunissait au temple le dimanche pour y écouter une homélie morale de Cabet, c'était pour ne pas choquer les populations voisines dont le rigorisme religieux avait déjà contraint les Mormons à la fuite.

(1) Holinsky, *Revue Socialiste*, 1892.

En somme Cabet était parvenu à assurer à ses disciples une honnête médiocrité. « Après plusieurs visites aux Icariens, dit l'auteur déjà cité (1), leur colonie me prouva que leur communisme sur une petite échelle résout le problème de l'extinction de la misère. Pour commencer son expérience, Cabet n'avait eu qu'une trentaine de mille francs et avec cette faible somme il avait procuré un bien-être satisfaisant à plusieurs centaines d'individus. La plaie de l'ignorance était complètement guérie : tous les enfants savaient lire et écrire. La femme n'était pas dégradée par la prostitution. Convenablement abrités, proprement vêtus, suffisamment nourris, tous les Icariens avaient acquis le nécessaire et marchaient vers l'utile. »

Cependant notre visiteur constate qu'avec tout cela, qui constituait assurément une amélioration pour eux, si l'on songe que presque tous les Icariens avaient appartenu à la classe la plus pauvre de la population parisienne, les disciples de Cabet ne se considéraient pas comme heureux. « Ils se livraient peu à la conversation. Les femmes assises la plupart à l'écart des hommes avaient perdu la loquacité habituelle de leur sexe. Même parmi les plus jeunes, il n'y avait ni rires, ni sourires sur les figures mélancoliques et étiolées. J'aurais pu me croire au milieu d'une congrégation de religieux et de religeuses où le

(1) Holinsky, *Revue Socialiste.*

mélange des hommes et des femmes serait permis, mais à condition de ne pas rendre les uns aimables, les autres coquettes. »

Cette visite avait lieu en 1855 ; l'année suivante, la communauté se dispersait. D'où venait cette tristesse si étrange au premier abord ? Quel mal sourd minait alors la communauté, précurseur de sa fin prochaine ?

Les documents font défaut sur l'histoire de la colonie, les lettres insérées dans le *Populaire* n'étant que des panégyriques intéressés. Cependant le récit d'un colon désabusé nous permet de discerner les causes de la décadence rapide de la petite République.

Il semble bien que la première résida dans les gênes de la vie commune et de la réglementation. La nourriture laissait à désirer, les menus étaient monotones (1) ; les repas communs à heure fixe étaient pour les familles un pénible assujettissement. Les logements d'inégale valeur tant par l'aménagement que par la situation, étaient distribuées avec partialité. Il fallait à chaque instant solliciter d'un fonctionnaire la permission de se faire délivrer l'objet dont on avait besoin. Les individus doués d'énergie n'avaient pas l'espérance d'améliorer leur sort. De

(1) *Voyage d'un Autunois.* « Une ménagère eût trouvé le moyen d'améliorer ce régime. »

tous ces heurts, de tous ces froissements était né un esprit d'aigreur et d'acrinomie.

« Si nous avions eu la somme suffisante pour les frais du retour, tous très certainement se seraient élancés à tire-d'ailes comme une volée d'oiseaux voyageurs, heureux de regagner le gîte d'autrefois » (1).

Ne pouvant partir, les mécontents tenaient des conciliabules secrets, où l'on conspirait contre Cabet, d'où venait tout le mal.

Celui-ci, sentant son œuvre menacée, commença par reprocher à ses administrés de ne pas avoir les qualités icariennes, de ne pas faire preuve d'assez de dévouement et de fraternité.

Les discours n'y faisant rien, le mécontentement grossissant, Cabet eut recours à des moyens de gouvernement qui précipitèrent la fin de sa tentative.

Pour mieux surveiller l'opposition il crut devoir décacheter les lettres, et créer un service d'espionnage, dont les membres rôdant partout, examinant et dénaturant tout, achevèrent d'envenimer les rapports des Icariens entre eux.

D'autre part il demanda des modifications aux lois pour avoir plus d'autorité. Le fonctionnement de la colonie menaçant d'être arrêté par les plaintes, les récriminations suivies de refus de travail, il fit

(1) *Voyage d'un Autunois.*

d'abord renforcer le règlement d'articles tels que ceux-ci : Article 16. S'engager à exécuter le travail qui sera attribué par l'administration. — Article 26 N'avoir ni prédilection ni répugnance pour certains aliments. — Article 27. Etre résigné aux gênes et aux inconvénients de la vie commune. Ensuite il proposa à l'assemblée générale de revenir à la gérance unique. Cette fois il rencontra une opposition qui fut bientôt la plus forte ; mis en minorité, destitué de sa fonction, il quitta la colonie, se rendit à Saint-Louis et y mourut.

CONCLUSION

En examinant les principales dispositions du plan tracé par Cabet de l'organisation politique et sociale d'Icarie, nous avons été conduits à dégager les grandes lignes d'une communauté. La cité communiste n'est pas à proprement parler une utopie, l'histoire nous montre qu'elle a été réalisée bien des fois, et ne venons-nous pas de voir qu'elle le fut quelque temps par Cabet lui-même? Mais, si elle n'est pas utopique, elle est artificielle ; son existence dépend de multiples conditions, d'entraves de toute espèce qu'on ne peut réaliser ou établir qu'au moyen d'une dictature, d'un régime de fer absolument exclusif de ces consultations populaires, de ce partage du pouvoir politique qui résultent de la démocratie.

Chose singulière ; c'est parce qu'il était le plus ardent des démocrates de son temps que Cabet s'était fait l'apôtre du communisme, et, nous avons vu qu'il avait eu raison, nous avons reconnu que sans l'égalité de fait, l'égalité politique n'était qu'un vain mot, et que ce n'était pas à tort qu'il avait considéré l'organisation sociale esquissée par Thomas Morus comme l'achèvement de la Révolution française.

Comment expliquer ces contradictions apparentes ? Par ce fait que la démocratie est réellement une utopie, une idée foncièrement impraticable et que tous les régimes auxquels on donne son nom sont des aristocraties plus ou moins déguisées.

Il n'y a que des aspirations démocratiques, qui, dans leur tendance à se réaliser, enfanteront tôt ou tard le communisme. Le mérite de Cabet, démocrate radical, est d'avoir compris ou senti ce qu'il y avait d'inachevé, de bâtard et de contradictoire dans la société issue de la Révolution.

Vu :
Le Doyen,
GLASSON.

Vu :
Le Président,
S. DESCHAMPS.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

ŒUVRES DE CABET

Lettre aux électeurs du 2e arrondissement de Dijon 1831
Péril de la situation présente, brochure 1831
Histoire de la Révolution de 1830 1832
La République du Populaire, br. 1833
Arrestation illégale des crieurs publics, br. . . . 1833
Dialogue entre un garde national républicain et un garde national juste-milieu, br. 1833
Louis-Philippe à lui seul fait plus de propagande républicaine, br. 1833
Moyen d'améliorer l'état déplorable des ouvriers, br. 1833
Soutenons la presse populaire, br. 1834
La Justice d'avril, br. 1835
Lettre à Louis-Philippe, br.. 1835
Histoire populaire de la Révolution française, 4 vol. 1839-40
L'Émigration de M. Guizot à Gand, br. 1840
Le Voyage en Icarie, 1 vol. 1840

Vous seriez responsables envers la Patrie, br. . . 1840
Patriotes, lisez et rougissez, br. 1840
Le National nous perd par son aveuglement sur les bastilles, 1 vol. 1841
L'embastillement serait la ruine de Paris et de la France, br.. 1841
Dialogue entre M. Thiers et un courtisan sur les bastilles, br. 1841
Procès de M. Cabet contre le *National* au sujet des bastilles, br. 1841
Nouvelles réponses de M. Cabet aux nouvelles attaques du *National*, br. 1841
Dialogues sur les Bastilles, br. 1841
Comment je suis Communiste, br.. 1841
Mon Credo communiste, br. 1841
Réfutation des trois ouvrages de l'abbé Constant, br. 1841
Réfutation de l'*Humanitaire*, br. 1841
Ma ligne droite, br. 1841
Pourvoi en cassation devant la Postérité contre l'arrêt de la Cour de Paris sur l'attentat de Quenisset, br. 1841
Douze lettres d'un Communiste à un réformiste, 1 vol. 1842
Réfutation des doctrines de l'Atelier, 1 br. . . . 1842
Propagande communiste ou questions à discuter et à soutenir ou à écarter, br. 1842
Toute la Vérité au Peuple, br. 1842
Le Démocrate devenu Communiste malgré lui, ou Réfutation de M. Thoré, br. 1842
Réfutation du Dictionnaire politique et de la Revue des Deux-Mondes sur le Communisme, br. . . 1842
Utile et franche explication avec les communistes lyonnais, br. 1842

Petits dialogues populaires sur la Communauté, br. 1842
Almanach Icarien. 1843-48
Inconséquence de M. de Lamennais, br. 1843
Procès du Communisme à Toulouse, br. 1843
Le gant jeté au Communisme, br. 1844
L'Ouvrier, br. 1844
Les Masques arrachés, br. 1844
L'Esclavage du Riche, br. 1845
Le Cataclysme social, br. 1845
Salut par l'Union, br. 1845
Le vrai Christianisme, 1 vol. 1847
Le Voile soulevé sur le procès communiste à Tours et à Blois, br. 1847
Réalisation de la Communauté Icarienne (8 livraisons). 1847-48
Société fraternelle centrale : onze discours du citoyen Cabet 1848
L'Individualisme et le Communisme, br. 1848
Exposé de la doctrine du Communisme icarien, br. 1848

JOURNAUX

Le Populaire 1833-34
Le Populaire (mensuel, puis hebdomadaire à partir de 1847). 1841-51

OUVRAGES CONSULTÉS

Carle et Beluse : *Biographie de Cabet* 1856
F. Bonnaud : *Cabet et son œuvre* 1900

Platon : *La République* (traduction Saisset) . (sans date)
Morus : *L'utopie* 1842
Sudre : *Histoire du Communisme* 1856
L. Reybaud : *Études sur les réformateurs ou socialistes modernes*. 1849
H. Michel : *L'idée de l'État* 1894
Proudhon : *Contradictions Économiques*, t. II (sans date)
Benoît Malon : *Le Socialisme Intégral*. 1890
Engels : *Socialisme utopique et Socialisme scientifique*, br. 1880
Holynsky : *Cabet* (Revue socialiste) 1891
(Sans mention d'auteur) : *Voyage d'un Autunois en Icarie* 1898

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 3

PREMIÈRE PARTIE

De la Démocratie au Communisme

Chapitre I. Biographie 11
— II. De la Démocratie au Communisme . . . 17

DEUXIÈME PARTIE

Le Voyage en Icarie

Chapitre I. Un roman communiste 41
— II. Critique de l'organisation sociale existante 49
— III. Organisation sociale d'Icarie. 61
— IV. Organisation politique d Icarie 87
— V. La Famille et le Mariage 97
— VI. Le Régime transitoire, ... 107
— VII. La Réfutation des Objections. 119

TROISIÈME PARTIE

La Réalisation d'Icarie 129

Conclusion 145

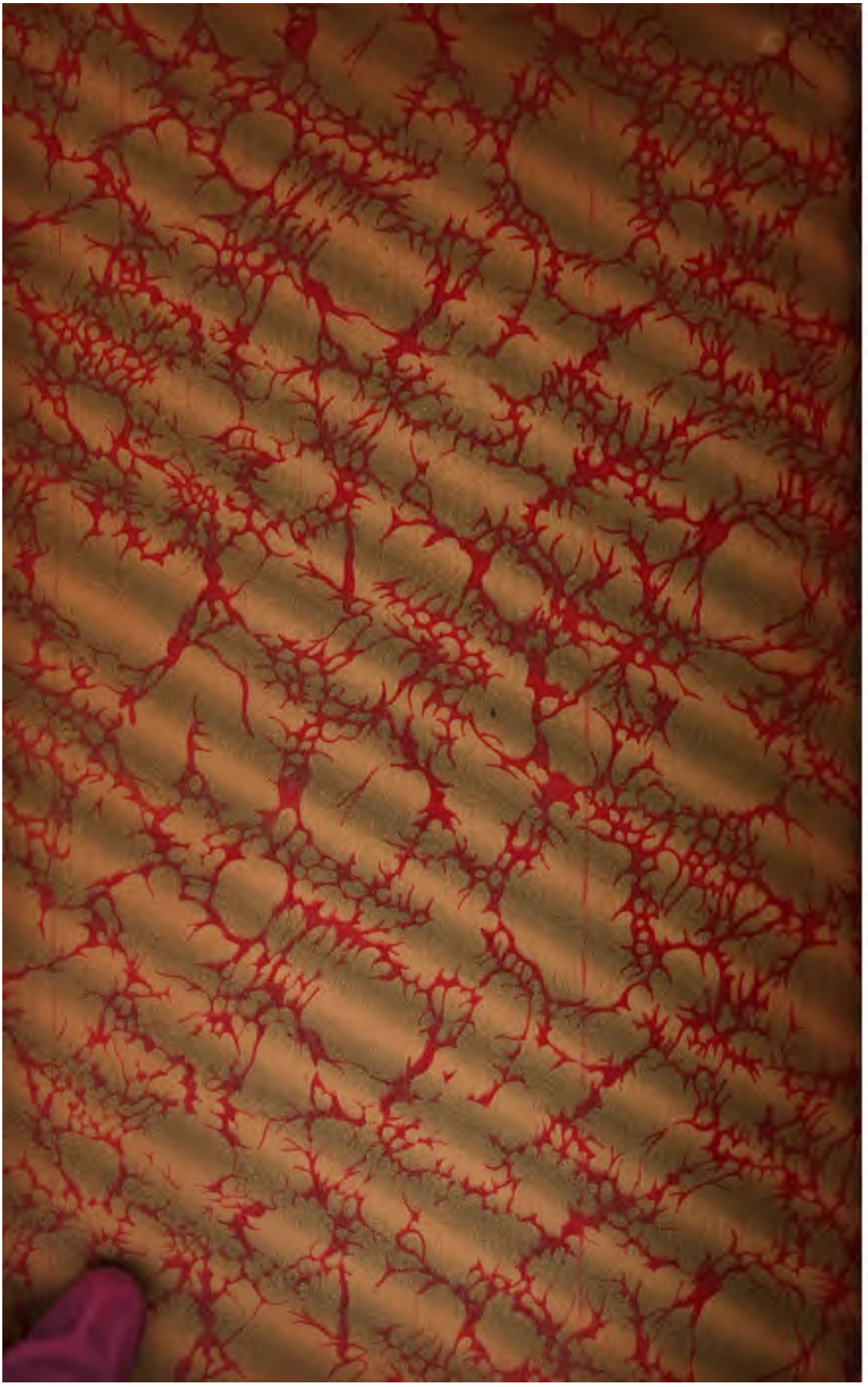
Bibliographie 147

Table. 151

IMPRIMERIE LE BIGOT FRÈRES.

3140/

MADE IN FRANCE



3 2044 010 271 351

THE BORROWER WILL BE CHARGED AN OVERDUE FEE IF THIS BOOK IS NOT RETURNED TO THE LIBRARY ON OR BEFORE THE LAST DATE STAMPED BELOW. NON-RECEIPT OF OVERDUE NOTICES DOES NOT EXEMPT THE BORROWER FROM OVERDUE FEES.

WIDENER
CANCELLED
SEP 10 1990
MAY 07 1990

WIDENER
CANCELLED
AUG - 6 1992
AUG 6 1992
BOOK DUE